

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthé Numérique,  
et par délégation



Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

### DÉLIBÉRATION N° 1

## Approbation du procès-verbal de la séance du 25 septembre 2025

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIÉ (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu le procès-verbal du Comité syndical du 25 septembre 2025,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le procès-verbal de la séance du Comité syndical du 25 septembre 2025

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER



## PROCÈS VERBAL

### COMITÉ SYNDICAL – Séance du 25 septembre 2025

14 h 30 – Hôtel du Département (Salle Joseph Caillaux)

---

Convocation : 12 mai 2025

#### Affaires générales

- 1) Approbation du procès-verbal de la séance du 05 juin 2025
- 2) Convention de disponibilité d'un sapeur-pompier volontaire durant son temps de travail
- 3) Convention de partenariat pour la médecine professionnelle entre le Département et Sarthe Numérique
- 4) Modification des statuts de Sarthe Numérique

#### Infrastructures et exploitation

- 5) Communication du rapport d'activité annuel 2024 de Sartel

#### Questions diverses

- Point sur l'état d'avancement de l'actualisation du SDTAN
- Point sur la fermeture du cuivre
- Information sur la conférence des élus du 26 novembre 2025

---

**Président de séance** : M. Dominique LE MÈNER.

**Présents** : Mme Martine CRNKOVIC (Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

**Absents-excusés** : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. Michel CHARMENTON (LBN Communauté), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), Mme Nathalie DUPONT (Orée de Bercé-Belinois), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHE TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET

(Sud-Est Manceau), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

**Procurations** : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme Martine CRNKOVIC, Département), M ; Sylvain BIDIER (Loir-Lucé-Bercé, à Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole, à Mme Patricia CHARTON, Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe, à M. Joël MÉTENIER, Département), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. FRIMONT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien à Mme Martine CRNKOVIC, Département), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme Patricia CHARTON, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. Patrick JAUNAY, Pays Fléchois).

**Étaient également présents sans voix délibératives** : M. Nicolas HECQ (Directeur général des Services), Jean-Marie TACHEAU (Directeur opérationnel), Mme Élise OLLIVIER (Responsable administrative).

**Secrétaire de séance** : Mme Martine CRNKOVIC.

---

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14 h 30.

---

## **AFFAIRES GENERALES**

### **1. RAPPORT 1 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 05 JUIN 2025**

Monsieur le Président invite les membres du Comité syndical à se prononcer sur le Procès-verbal de la séance du 05 juin 2025 (pas d'observation).

Sur présentation du rapport par le Président et après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité :

APPROUVE le procès-verbal de la séance du Comité syndical du 05 juin 2025.

### **2. RAPPORT 2 : CONVENTION DE DISPONIBILITÉ D'UN SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE DURANT SON TEMPS DE TRAVAIL**

Monsieur le Président présente le rapport n° 2 sur la convention de disponibilité d'un sapeur-pompier volontaire durant son temps de travail.

M. HECQ précise que cette convention a pour objectif d'encadrer la mise à disposition de Monsieur Julien MARTIN, technicien responsable du secteur nord de la Sarthe, en tant que sapeur-pompier volontaire. Notamment, de fixer les modalités de disponibilité en fonction des nécessités de service de Sarthe Numérique.

---

Sur présentation du rapport par le Président et après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité :

APPROUVE la convention de disponibilité d'un sapeur-pompier volontaire durant son temps de travail.

AUTORISE le Président à signer la convention de disponibilité d'un sapeur-pompier volontaire durant son temps de travail et toutes les pièces y afférents.

### **3. RAPPORT 3 : CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MÉDECINE PROFESSIONNELLE ENTRE LE DÉPARTEMENT ET SARTHE NUMÉRIQUE**

Monsieur le Président présente le rapport n° 3 sur l'avenant n° 2 à la convention de partenariat pour la médecine professionnelle entre le Département et Sarthe Numérique.

M. HECQ rappelle que Sarthe Numérique bénéficie du service de médecine professionnelle et préventive du Département de la Sarthe, par convention de mutualisation, pour l'ensemble de ses agents. Ce service, rattaché à la Direction des ressources humaines du Département, repose sur une équipe pluridisciplinaire de suivi médical et de prévention des risques professionnels. Le Département ayant engagé une révision de ses conventions, afin d'actualiser les intitulés de postes, adapter les tarifs et clarifier le cadre juridique, il convient de mettre à jour la relation conventionnelle entre le Syndicat mixte et le Département.

---

Sur présentation du rapport par le Président et après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité :

APPROUVE les termes de la convention, jointe en annexe, de partenariat entre le Département de la Sarthe et Sarthe Numérique.

AUTORISE le Président à signer la convention de partenariat entre le Département de la Sarthe et Sarthe Numérique.

### **4. RAPPORT 4 : MODIFICATION DES STATUTS DE SARTHE NUMÉRIQUE**

Monsieur le Président présente le rapport n° 4 sur la modification des statuts de Sarthe Numérique.

M. HECQ explique que Sarthe Numérique pourra porter ses missions premières ainsi que les missions optionnelles définies dans ses statuts, pour ses membres fondateurs (les Communautés de communes et le Département), avec une mise à disposition dans le cadre d'une convention de quasi-régie en relation interne entre personnes publiques (dite "in house"). Concernant les entités non-membres, telles que les communes sarthoises, les syndicats de rivière et autres organismes publics, Sarthe Numérique pourra proposer ses services numériques uniquement par le biais de conventions spécifiques à établir entre le Syndicat mixte et ces structures.

Deux modalités sont possibles pour la mise à disposition des prestations, un appel d'offres si les seuils sont dépassés ou une convention de coopération avec une contribution réciproque, par exemple, la fourniture de données SIG. La liste des services numériques est précisée dans les statuts.

Mme CRNKOVIC s'interroge sur la possibilité pour les non-membres de transmettre des données.

M. HECQ indique que certaines données sont départementales, comme le cadastre et le PCRS, alors que d'autres sont propres aux communes, comme le réseau d'éclairage public. Pour intégrer ces dernières dans le SIG départemental, les communes devraient transmettre des plans de recollement au format SIG à Sarthe Numérique. Cette coopération justifie la signature de conventions et l'équilibre financier serait fonction de l'activité à réaliser de part et d'autre.

En effet, les communes ne peuvent adhérer à Sarthe Numérique puisqu'elles n'ont plus la compétence de l'aménagement numérique, transférée aux Communautés de communes puis transférée à Sarthe Numérique et la réglementation actuelle ne permet pas d'autres modalités.

Devant la célérité avec laquelle l'aménagement numérique se développe et innove, une évolution du CGCT ou de la loi pourrait apporter plus de souplesse à l'avenir. En attendant, certains territoires

s'organisent sous la forme d'un GIP adossé à des syndicats pour pouvoir développer les services. C'est quelque chose sur lequel Sarthe Numérique reste attentif.

M. HECQ précise d'autres modifications statutaires à réintégrer aux statuts concernant des évolutions également annulées par l'arrêté préfectoral. Notamment, les dispositions de la délibération n° 3 du 3 juillet 2024, non entérinée, concernant deux points. Le premier est l'intégration explicite de la construction et de l'exploitation du data center Sartera, exploité par Sartel, à la compétence du Syndicat mixte, en réponse à une observation de la chambre régionale des comptes. Le second, la possibilité pour le Syndicat mixte d'adhérer à un groupement d'intérêt public, en lien avec la transformation du syndicat régional Gigalis en GIP.

Il est également proposé d'ajouter à l'article 2.2 que le Syndicat mixte assure le rôle d'autorité publique locale compétente pour le PCRS du territoire sarthois, en raison de son expérience et dans une logique d'efficacité économique.

Ces évolutions visent à sécuriser juridiquement l'action de Sarthe Numérique et à affirmer son rôle dans le développement numérique du territoire. Elles n'excluent pas la nécessité de rester vigilant sur l'organisation future du Syndicat mixte pour faciliter la mise en œuvre des services et usages. Le rattachement de structures à Sarthe Numérique pourrait être envisagé, malgré l'absence de perspective de simplification administrative. À ce jour, aucune autre solution n'est identifiée.

Mme CRNKOVIC souligne que Sarthe Numérique ira plus loin dans les services proposés, quel que soit le formalisme. Par exemple, le PCRS est normalement réalisé par chacune des communes, il sera pris en charge par le Syndicat mixte. Pour aller dans cette direction, il conviendra de formaliser les interventions, c'est aussi le cas pour les usages. Toutefois, une plus grande souplesse pourrait être nécessaire à l'avenir, si les besoins évoluent.

M. Le Président précise qu'une limite à l'action de ce type d'organisme résulte des directives européennes, qui imposent de s'exclure du domaine concurrentiel. Ces contraintes réglementaires, bien qu'encadrant les possibilités de développement, visent à garantir un cadre d'intervention clair pour les collectivités. Bien que la concurrence ait par ailleurs permis une baisse des prix, de l'électricité ou de l'énergie, illustrant une efficacité reconnue dans ce domaine lorsque les conditions réglementaires le permettent. Ces directives contraignent l'action de la collectivité sur le territoire. Concernant le data center, Sarthe Numérique privilégie une collaboration avec des collectivités publiques, ce qui illustre concrètement, à l'échelle territoriale, les limites imposées par ce cadre.

M. HECQ précise que les retours recueillis dans le cadre du questionnaire sur l'évolution du SDTAN, diffusé par Sarthe Numérique auprès des Communautés de communes et des communes, confirment l'expression d'un besoin de développement des services portés par l'infrastructure. Comme l'environnement réglementaire actuel ne permet pas une mise en œuvre simplifiée, la conclusion de conventions est envisagée pour répondre à cette attente, malgré la complexité administrative que cela implique. Ce travail concerne 352 communes sarthoises, chacune devant faire l'objet d'une convention spécifique. Cette organisation, bien qu'indispensable pour garantir la capacité d'action du Syndicat mixte, repose sur un compromis contraint plutôt que sur une solution pleinement satisfaisante.

---

Sur présentation du rapport par le Président et après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité :

APPROUVE la modification des statuts de Sarthe Numérique tels que joints en annexe de la présente délibération.

## **5. RAPPORT 5 : COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL DE SARTEL**

Monsieur le Président présente le rapport n° 5 sur la Communication du rapport d'activité annuel de Sartel.

M. HECQ rappelle aux élus du Comité syndical l'article L. 311-6 du Code des relations entre le public et l'administration sur le secret des affaires. L'article précise que la communication de certains documents peut être refusée si elle porte atteinte à la protection de la vie privée, au secret médical, ou au secret des affaires, qui inclut les procédés, les informations économiques et financières, ainsi que les stratégies commerciales ou industrielles. Le rapport d'activité annuel de Sartel et la synthèse présentée sont soumis au secret des affaires, en raison des éléments sensibles qu'ils contiennent.

La convention de concession conclue en 2019 avec la société Sartel organise le financement, la maintenance et l'exploitation des réseaux fibre optique déployés par Sarthe Numérique depuis 2004. Cette convention prévoit la remise annuelle d'un rapport sur l'activité du concessionnaire. Pour l'exercice 2024, Sartel a transmis un rapport provisoire en début d'année 2025, pour lequel Sarthe Numérique et ses AMO ont formulé des observations et des demandes de précisions. Afin d'y répondre, Sartel a mobilisé ses équipes locales et l'expertise nationale de sa maison mère Axione. Le rapport définitif a été transmis le 20 juin 2025, avec un délai complémentaire accepté en raison de contraintes de calendrier.

Cette année, Sarthe Numérique produit une synthèse des remarques formulées, annexée au rapport et remise aux membres du Comité syndical.

M. HECQ introduit Madame Marie-Astrid LIZON, responsable du pôle Gestion de contrat en charge du contrôle de la DSP, et Monsieur David THOUMELIN, responsable du pôle Exploitation et Infrastructure, qui coprésistent la synthèse du rapport d'activité de Sartel élaborée avec l'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Les éléments de cette synthèse sont issus de la collaboration menée par Madame LIZON avec les autres pôles, notamment, le pôle Exploitation et Infrastructure.

Madame LIZON présente le sommaire de la présentation qui s'articule autour de trois volets. Le volet financier aborde la fiabilité de l'inventaire et le suivi des investissements, le volet technique est axé sur la qualité du réseau incluant les échecs au raccordement, les audits et l'exploitation du datacenter et enfin le volet commercial illustre l'évolution des services et leur dynamique sur le territoire.

Concernant le suivi patrimonial du contrat, Madame LIZON rappelle tout d'abord le contexte dans lequel est conduit cette action avec en 2023 une recommandation de la Chambre régionale des comptes sur la mise en place d'un inventaire technique conforme aux données comptables, recommandation suivie d'une mise en demeure adressée par Sarthe Numérique à Sartel fin 2024 afin d'obtenir ces éléments pour le rapport annuel 2024.

Madame LIZON poursuit ensuite sur les enjeux de ce sujet en rappelant que ce suivi est au cœur du contrôle du contrat de DSP et est un enjeu central pour Sarthe numérique. Ce suivi garantit la cohérence entre les équipements sur le terrain, les données comptables et les informations du délégataire. Cette cohérence sécurise les finances et le cadre juridique, assure une maîtrise précise du patrimoine et améliore l'exploitation du réseau. Elle facilite également la maintenance conduite par le délégataire.

La procédure mise en œuvre pour ce contrôle est ensuite présentée. Cette dernière a mobilisé l'ensemble des pôles du syndicat et a nécessité des échanges et un suivi régulier avec le délégataire. Par ailleurs, un tableau de bord a été créé pour suivre l'évolution des données et engager la vérification de leur cohérence comptable. M. HECQ en profite pour remercier Monsieur Dorian GOURCY, étudiant en SIG à la faculté du Mans, accueilli pendant six mois dans le cadre d'un stage en

licence professionnelle qui a développé cet outil SIG permettant ainsi un suivi permanent du patrimoine de Sartel et de Sarthe Numérique.

Mme LIZON fait ensuite un bilan sur les participations versées par Sarthe Numérique à Sartel en précisant qu'aucune demande de subvention n'est versée sans le double feu vert du pôle Infrastructure et Exploitation et du pôle Gestion de contrat. Effectivement, le pôle Infrastructure et Exploitation contrôle et valide toute la documentation technique, réalise également des contrôles sur le terrain, puis le pôle Gestion de contrat analyse ces éléments au regard des engagements de la convention de DSP.

M. THOUMELIN prend ensuite la parole pour introduire les éléments du volet technique en débutant tout d'abord par le process mis en place en 2024 pour auditer les Zones Arrières des points de mutualisation. Il explique que le pôle Infrastructure et Exploitation a collaboré avec les équipes d'Axione, tant au niveau local que national, afin de définir les éléments à auditer ainsi que le niveau de précision attendu pour ces audits. La zone arrière d'Aigné a été retenue comme représentative des déploiements réalisés en Sarthe, en raison de la diversité des infrastructures, à la fois aériennes et souterraines. Cette première analyse a permis de capitaliser sur les enseignements tirés et d'étendre la démarche à d'autres secteurs : le centre de Changé, étudié uniquement pour le souterrain, et le secteur de Dollon, ciblé pour l'aérien. Les premiers résultats de ces audits sont en cours d'analyse, mais les constats sont encourageants : la qualité est globalement au rendez-vous.

M. HECQ précise que le réseau fibre optique, construit il y a dix ans, doit faire l'objet d'une évaluation objective de sa qualité, tant sur le plan technique que sur celui de l'exploitation assurée par Sartel. Cette démarche vise à garantir la pérennité du réseau pour les vingt années à venir dans le cadre de la convention de concession, et même au-delà, puisque le réseau devra rester pleinement opérationnel après 2049.

M. HECQ souligne également que la présentation reflète bien l'organisation interne votée par le Comité syndical, en illustrant la complémentarité des trois pôles techniques : le pôle Gestion de contrat, chargé du contrôle permanent de la concession, le pôle Infrastructure et Exploitation, mobilisé sur le terrain, et le pôle Données et SIG, concepteur d'outils de suivi, comme le tableau de bord et les applications sur tablettes pour afficher le plan des réseaux aériens. Ces outils permettent un contrôle précis et cohérent des interventions.

M. THOUMELIN indique qu'au-delà des trois audits réalisés avec Sartel, Sarthe Numérique mène également ses propres relevés afin d'obtenir une vision plus exhaustive de l'état du réseau. L'outil développé avec le pôle Données et SIG, permet de retranscrire les résultats issus de six zones supplémentaires et d'ici la fin de l'année, les autres secteurs seront également relevés. Ce travail permettra d'avoir une vision très objective et complète du réseau, en complément des audits déjà réalisés.

Monsieur THOUMELIN poursuit avec le sujet des échecs de raccordement qui est de plus en plus important alors que la fermeture du réseau cuivre a été annoncé par Orange pour la Sarthe.

M. THOUMELIN présente le suivi des tickets correspondant aux échecs de raccordement, une autre mission essentielle portée par les équipes du Syndicat mixte. Ce sujet prend une importance croissante dans le contexte actuel de la fermeture du réseau cuivre annoncée par Orange en Sarthe. Chaque mois, les pôles Infrastructure et Exploitation et Gestion de contrat reçoivent d'Axione des éléments détaillés, comprenant les niveaux de criticité, les causes d'échecs et l'ancienneté des tickets.

Lors des comités d'exploitation, Madame LIZON et Monsieur THOUMELIN assurent le suivi de ces données avec le délégataire. Lorsque certains tickets nécessitent des précisions supplémentaires, ils sont transmis aux techniciens, qui prennent le relais en lien avec les collectivités et le délégataire, afin d'assurer un traitement adapté et réactif.

M. le Président souligne l'importance du sujet, car il concerne directement les difficultés rencontrées par les concitoyens pour accéder au raccordement à la fibre optique sur le réseau départemental. Il rappelle que les élus se retrouvent souvent dans une position délicate, ne pouvant intervenir tant que Sartel n'a pas été informé des dysfonctionnements via les tickets. Or, les opérateurs ne transmettent pas systématiquement les signalements, ce qui complique l'action des élus sur le terrain et limite les possibilités de réponses.

Face à cette problématique, Sarthe Numérique a identifié un moyen complémentaire pour tenter d'y répondre, en renforçant le suivi des échecs de raccordement et en facilitant la transmission des informations nécessaires à une prise en charge efficace.

M. HECQ rappelle que le client doit obtenir de l'opérateur commercial qu'il a choisi qu'un ticket de déclaration d'incident soit établi. Il cite le cas d'habitants de Coulans-sur-Gée, qui a fait l'objet d'un reportage diffusé par LMTV. Sartel a réalisé un audit de cette situation. Ces clients avaient souscrit une première fois auprès de Free, sans qu'aucun signalement ne soit transmis à Sartel. Ils ont ensuite souscrit auprès de SFR, puis d'Orange, sans qu'aucun ticket incident ne soit établi pendant plus de deux ans. Les personnes concernées pensaient que Sarthe Numérique et Sartel ne faisaient pas le nécessaire, alors qu'ils n'avaient pas connaissance du problème.

Ce sont précisément ce type de situations qui risquent de compliquer les derniers raccordements.

M. le Président déplore la situation, ce sont des cas assez fréquents parmi les sollicitations d'administrés reçues par le Conseil départemental. Le problème vient du comportement de certains opérateurs, qui se montrent négligents, notamment lorsqu'il s'agit d'intervenir dans des zones rurales. Il existe effectivement des problématiques techniques, comme des fourreaux ou des difficultés liées au transport des câbles, mais cela ne suffit pas à expliquer la complexité du dialogue avec les habitants.

Ces derniers ont souvent l'impression que les responsabilités sont renvoyées d'un acteur à l'autre, ce qui rend les explications particulièrement difficiles. La réglementation impose que l'information provienne de l'opérateur choisi par le client final, sans quoi aucune intervention n'est possible. Sartel fait aujourd'hui le maximum pour débloquer les situations, mais il faut reconnaître que les grands opérateurs restent parfois peu rigoureux dans le suivi des dossiers.

M. HECQ souligne que ces difficultés liées à des échecs de raccordement sont à mettre au regard de ceux qui se passent bien. En 2024, ce sont 15 000 raccordements réalisés dont 125 ont nécessité une intervention. Dans 97 % des cas, le raccordement se passe bien.

M. le Président encourage, ceux qui le souhaitent, à souscrire un abonnement fibre avant l'arrêt du cuivre.

Mme LIZON présente ensuite le bilan positif du suivi de l'exploitation du data center, qui repose sur l'analyse des indicateurs fournis par Sartel chaque mois. La migration des hébergements de l'ancienne tête de réseau vers Sartera s'est bien déroulée et le taux d'occupation du datacenter a déjà doublé.

Sarthe Numérique suit également l'évolution du PUE<sup>1</sup> de Sartera. Plus ce taux se rapproche de 1, plus l'efficacité énergétique est grande. Les optimisations réalisées par Sartel avec, notamment, un

---

<sup>1</sup> Le PUE d'un datacenter signifie Power Usage Effectiveness (ou Efficacité de l'Utilisation de l'Énergie)

$$= \frac{\text{Energie totale consommée par le datacenter}}{\text{Energie utilisée par les équipements informatiques (serveurs, stockage, réseau)}}$$

réglage très progressif des températures en salle IT, démontrent leur efficacité, puisque le PUE est passé de 7,7 à 1,84.

M. HECQ rappelle qu'un hébergeur loue un espace sécurisé en baie et facture la consommation d'énergie, mais que l'énergie réellement injectée dans le bâtiment est supérieure à celle délivrée en baie en raison des besoins de climatisation et des consommations fixes. Un PUE de 1,25 signifie que 125 kW sont nécessaires à l'entrée pour fournir 100 kW utiles en baie, ce qui traduit un bon niveau de performance. Le PUE initial de 7,7 pour Sartera peut sembler élevé, mais il correspond au démarrage du site avec seulement une demi-baie et des charges fixes importantes liées à la surface ; il s'améliore déjà à 1,84 avec 40 % d'occupation et devrait atteindre 1,25 au-delà de 80 %.

Mme LIZON présente ensuite l'analyse par Sarthe Numérique du rapport d'activité de Sartel, en termes de commercialisation.

Le taux de pénétration commerciale du réseau fibre optique plafonne à 58,6 %, avec une hausse de 4,5 points entre 2023 et 2024, alors que la hausse était d'environ 10 points entre 2022 et 2023. Cette tendance s'observe au niveau national, avec un taux moyen de commercialisation de 60 % et un taux de progression de 2 points seulement. Concernant les offres professionnelles, de plus en plus d'entreprises s'orientent vers des offres grand public au détriment d'offres dédiées aux professionnels. Cette tendance s'observe maintenant au niveau national, pas seulement au niveau local.

M. le Président rappelle que la commercialisation actuelle du réseau de Sarthe Numérique, de 127 000 abonnés sur les 227 000 prises déployées, concerne des zones rurales et périurbaines alors que le plafonnement observé au niveau national s'applique pour la totalité des métropoles et villes de France. Le taux de pénétration de la zone RIP en Sarthe est donc très certainement supérieur à celui des autres départements. La perspective de la fermeture du réseau cuivre avec 4 000 abonnés ADSL restant augure des abonnés supplémentaires potentiels pour le réseau fibre optique et donc encore une marge de progression.

Par ailleurs, le coût explique largement le choix des entreprises pour un abonnement grand public à 39,99 € plutôt qu'un abonnement professionnel, malgré tous les risques que cela comporte et les problèmes qu'elles pourraient rencontrer.

M. HECQ constate que les professionnels ne voient pas l'intérêt de payer plus cher un abonnement, alors que le réseau fibre optique grand public en Sarthe est de très bonne qualité et ne tombe jamais en panne. Cela représente malgré tout une réelle difficulté. Lors des rencontres organisées avec les Communautés de communes dans le cadre de la révision du SDTAN, ce sujet a été discuté. Sarthe Numérique prône l'abonnement professionnel depuis plusieurs années parce qu'il y a une garantie de débit assortie d'une garantie de temps de rétablissement (GTR). Aujourd'hui on observe que la plupart des opérateurs présents sur le marché vendent plutôt des offres de type FttH avec souvent un secours 4G, vendu en résilience, mais qu'ils mobilisent de moins en moins d'offres de type professionnelles.

Si cela ne concerne pas les grandes entreprises, qui plébiscitent l'abonnement professionnel, c'est une réalité pour les petites entreprises et les communes. La fiabilité du réseau, le marché, les pratiques et le contexte économique favorisent l'utilisation du réseau FttH avec un secours 4G.

Cela soulève une interrogation sur la non-maîtrise du secours 4G, aujourd'hui, par la collectivité, qui pourrait constituer une piste de réflexion, peut-être dans les éléments du SDTAN à venir.

M. HECQ conclut la présentation en rappelant qu'en application de l'article L. 311-6 du Code des relations entre le public et l'administration, le rapport d'activité annuel de 2024 de Sartel et cette synthèse

sont soumis au secret des affaires et donc les élus du Comité syndical n'ont pas l'autorisation, en tant que représentants des membres de Sarthe numérique, de divulguer les chiffres présentés dans le rapport de Sartel.

Mme CRNKOVIC demande avec quelles réserves les élus représentants des Communautés de communes, porteuses de la compétence numérique transférée à Sarthe Numérique, peuvent communiquer ce rapport à leur intercommunalité.

M. le Président répond que la même restriction s'impose aux Communauté de communes.

M. HECQ précise que la communication du rapport ne constitue pas une obligation. Cependant, l'autorité concédante Sarthe Numérique a l'obligation d'établir formellement avoir reçu le rapport d'activité annuel de son délégataire et opéré son contrôle ensuite.

C'est donc à la discrétion de chacune des Communautés de communes d'en faire une transmission en respectant la non-divulgaration des éléments.

M. HECQ indique que Sarthe Numérique peut réaliser une synthèse du rapport du délégataire et de son analyse, à la demande.

M. HECQ profite de ce sujet pour présenter Madame Dorothee HURON, chargée du suivi de la DSP, qui rejoint Sarthe Numérique au pôle Gestion de contrats sous la responsabilité de Madame LIZON, afin de permettre au Syndicat mixte de répondre à la complexité de la gestion de l'infrastructure publique. Ce recrutement vient renforcer l'équipe, dans un contexte où Sarthe Numérique conduit également de nombreux projets de développement nécessitant un renfort des compétences.

Sur présentation du rapport par le Président et après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité :

PREND ACTE de la communication et de l'examen du rapport d'activité annuel 2024  
du concessionnaire Sartel THD.

---

## QUESTIONS DIVERSES

---

### POINT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ACTUALISATION DU SDTAN

M. HECQ annonce que les résultats de la consultation sont très encourageants et témoignent d'un réel intérêt pour le projet.

Au total, 137 communes sarthoises et 8 Communautés de communes (11 en comptant celles rencontrées directement par Sarthe Numérique) ont participé. Ce niveau de réponse permet d'établir un état des lieux des besoins exprimés et offre une vision globale du département. Une synthèse détaillée sera présentée dans le cadre des instances du SDTAN, l'objectif aujourd'hui étant de partager les principaux enseignements sans entrer dans le détail.

Globalement, la qualité du réseau fibre optique est saluée par l'ensemble des acteurs, qui le qualifient de très performant et de grande qualité pour les usagers. Les opérateurs commerciaux interrogés reconnaissent également une relation fluide avec Sartel. Les incidents majeurs sont rares, ce qui confirme la fiabilité du réseau. Ce qui explique que le recours aux offres à qualité de service renforcée reste limité, notamment chez les entreprises et les collectivités. La fermeture du cuivre n'est pas encore perçue comme une urgence par les usagers, malgré des points d'attention soulevés concernant les téléalarmes et les abonnements de téléphonie fixe.

La consultation a également mis en évidence des zones blanches de téléphonie mobile en Sarthe, qui pénalisent les communes concernées, bien que ce sujet ne relève plus de Sarthe Numérique depuis la mise en place du New Deal mobile. Le réseau LoRa Wan, qui couvre tout le territoire, demeure peu identifié par les collectivités et ses usages numériques bas débit sont encore mal connus et non prioritaires. Le data center local, Sartera, est perçu très positivement mais reste peu utilisé, en raison d'offres jugées mal adaptées aux petites communes avec un coût considéré comme prioritaire par rapport à la souveraineté des données. Seules les collectivités disposant de moyens techniques importants mobilisent Sartera dans sa configuration actuelle.

Les choix des collectivités sont aujourd'hui principalement orientés vers la réduction des coûts et l'efficacité, avec peu de place laissée à l'innovation. Cette tendance s'explique par le contexte économique et la recherche d'efficacité. Néanmoins, une forte demande émerge pour des solutions fiables, éprouvées et « clés en main », adaptées aux ressources limitées des collectivités. Les usages innovants, notamment ceux reposant sur l'IoT, sont encore perçus comme accessoires face aux services standards tels que la connectivité ou l'hébergement de données.

Enfin, le questionnaire révèle un besoin de sensibilisation aux atouts des nouveaux usages numériques. Une appétence croissante se dessine pour la vidéosurveillance et la gestion bâtiminaire, motivée par des enjeux de sécurité, de conformité et d'efficacité énergétique. Toutefois, la perception des coûts immédiats et la crainte de solutions gadgets en freinent l'adoption. Ces enseignements confirment l'intérêt de formaliser une offre intégrée, associant connectivité et services IoT, et de positionner Sarthe Numérique comme tiers de confiance et agrégateur de solutions pour les collectivités, en particulier les plus petites.

M. le Président souligne l'intérêt du réseau bas débit démontré par son utilité et son efficacité avec les syndicats d'eau.

M. HECQ souligne que l'adoption du réseau LoRaWAN par les syndicats d'eau potable constitue une véritable réussite.

À ce jour, cinq syndicats ont contractualisé, ce qui représente environ 40 000 compteurs à installer, dont près de 20 000 déjà opérationnels. Les autres seront déployés progressivement par les syndicats métiers. Des discussions sont en cours pour un volume équivalent avec d'autres syndicats, soit 40 000 compteurs supplémentaires.

Ce travail est complexe en raison de la diversité des 43 syndicats d'eau potable en Sarthe, de tailles et d'organisations très variées, ainsi que des régies. Une expérimentation majeure est menée avec la régie du Mans pour tester la technologie LoRaWAN sur ses besoins spécifiques pour 50 000 compteurs à connecter. À terme, l'objectif est de proposer des solutions de compteurs connectés sur l'ensemble du territoire du Mans Métropole, pour les 150 000 compteurs du territoire, garantissant l'indépendance des choix grâce à l'utilisation du réseau public.

Le succès du réseau bas débit dans le domaine de l'eau potable repose sur la capacité de Sarthe Numérique à collaborer avec l'ensemble des acteurs du secteur, des grands groupes industriels aux petites régies locales, en passant par les syndicats ruraux et les collectivités. Cette diversité illustre la souplesse et l'efficacité du modèle. Sarthe Numérique a contractualisé en direct, par exemple, avec le syndicat du Perche sarthois Dollon, une petite régie rurale, qui utilise notre solution de bout en bout, ainsi qu'avec STGS, la Saur et Véolia (en cours de finalisation) et avec Suez, sur le territoire du Mans Métropole, dans le cadre de l'expérimentation en cours.

L'objectif initial de 40 000 compteurs à 25 ans est déjà largement dépassé, avec près de 80 000 compteurs en portefeuille.

Parallèlement, des expérimentations sont engagées dans d'autres domaines, confirmant la dynamique d'innovation portée par le Syndicat mixte, notamment l'éclairage public à Poillé-sur-Vègre et à Spay, ainsi que des projets en bâtimentaire à Villeneuve-en-Perseigne et à Saint-Ouen-de-Mimbré. Pour le bâtimentaire, le modèle n'est pas encore trouvé. Tous ces sujets sont en cours de développement.

Actuellement, le calendrier de la révision du SDTAN se poursuit avec l'élaboration des scénarii et la rédaction des d'action qui donneront suite aux retours du questionnaire. Une présentation des ambitions du SDTAN sera faite au Comité syndical lors de sa prochaine réunion, le 26 novembre 2025, avec l'objectif de pouvoir voter ce schéma dès la première réunion du Comité syndical de 2026.

#### **POINT SUR LA FERMETURE DU CUIVRE**

M. HECQ présente l'évolution du parc d'abonnés du réseau cuivre pour la Sarthe, à partir des premiers éléments chiffrés communiqués par l'opérateur d'infrastructure Orange. Ces données ne sont pas encore organisées par adresse, mais cette précision sera disponible prochainement.

On compte aujourd'hui environ 138 000 foyers et entreprises raccordés au réseau cuivre. Près de 30 000 lignes disposent encore d'une connexion cuivre active au 1<sup>er</sup> septembre 2025. Cela ne signifie pas que ces 30 000 lignes devront toutes être basculées, car certaines n'ont plus d'utilité ou concernent des résidences secondaires qui opteront pour des solutions mobiles. Il reste néanmoins un volume important à traiter, d'autant que le rythme actuel est de 1 000 raccordements par mois et que le délai pour finaliser la migration est de deux ans.

Sarthe Numérique continue de diffuser les éléments de communication dans le cadre de la campagne d'information départementale, notamment, en rencontrant les élus des collectivités locales sur les territoires, à l'échelle de la Communauté de communes.

Le Syndicat mixte a également répondu à l'invitation du Département pour participer à la foire du Mans et pouvoir échanger directement avec les Sarthois pour expliquer la fin du cuivre.

Sarthe Numérique accompagne les collectivités locales dans cette démarche départementale et reviendra prochainement pour faciliter la communication dans les bulletins municipaux de fin d'année.

M. le Président rappelle qu'il est essentiel de communiquer dans les bulletins municipaux, afin d'anticiper les démarches et éviter que les habitants n'agissent au dernier moment.

M. HECQ précise que Sarthe Numérique prépare actuellement un nouveau courrier, accompagné d'un kit de communication, afin que les communes puissent intégrer ces éléments dans leurs supports.

M. METENIER exprime son inquiétude concernant l'état des supports, notamment des poteaux en zone rurale. Certains sont dans un état très dégradé, au point que ce sont les câbles qui les maintiennent et non l'inverse. Également, la présence de végétation, comme des lianes de lierre qui envahissent les poteaux sur plusieurs mètres, accentue leur fragilité. L'interrogation porte sur ce qu'il adviendra lorsqu'Orange décommissionnera le cuivre. Contrairement aux poteaux d'origine, dont la situation est préoccupante, ceux installés par le Syndicat mixte sont en bon état.

M. HECQ répond que ce sujet est régulièrement abordé et sera décrit dans le schéma local de résilience, en cours d'élaboration en parallèle du SDTAN. La Préfecture, l'Arcep et l'Avicca ont été sollicitées, car il s'agit d'un problème national que la Sarthe ne pourra pas traiter seule. L'Arcep a également engagé une consultation sur l'équilibre économique des réseaux d'initiative publique, l'une des difficultés étant la charge supportée par les gestionnaires de réseaux. À ce titre, il rappelle qu'un peu plus de 30 % des charges d'exploitation de Sartel correspondent à la redevance versée à Orange pour l'utilisation de son infrastructure, dont l'entretien lui incombe.

M. le Président interroge sur le coût de la location ramené au poteau.

M. HECQ indique qu'aucun ratio n'a été calculé pour les télécommunications, contrairement à l'électricité où le coût était de 75 € par poteau pour la durée du contrat, et non par an. En télécommunications, le montant est bien supérieur et il faudra faire ressortir les chiffres, car ils sont généralement exprimés en pourcentage.

M. le Président rappelle, à titre d'indicateur, que des poteaux sont remplacés alors qu'ils sont loués, et que lorsqu'ils tombent, le propriétaire du réseau ne se presse pas pour les remettre en place. Il souligne qu'avec le retrait des câbles cuivre, qui maintiennent actuellement les poteaux comme l'a indiqué Monsieur MÉTENIER, il ne restera que la fibre pour les soutenir, ce qui pose un risque en cas de chute.

Mme CRNKOVIC exprime une inquiétude similaire lors du décommissionnement du cuivre concernant les infrastructures fibre optique enterrées. Certaines sont en fourreau, d'autres à peine protégées, ce qui fait craindre des arrachages accidentels de fibre. Les élus devront maintenir une certaine vigilance, même si l'échéance n'est pas immédiate, le décommissionnement n'interviendra pas dès 2028.

M. le Président conclut ce point en indiquant que cette échéance arrivera rapidement.

#### **POINT D'INFORMATION SUR LA CONFÉRENCE DES ÉLUS DU 26 NOVEMBRE 2025**

M. HECQ annonce que Sartel a l'obligation d'organiser chaque année une conférence du territoire, dans le cadre de la convention de délégation de service public, afin de mettre en avant les sujets d'actualité du numérique. Ce temps d'échange à destination des élus se tiendra le 26 novembre 2025 à l'Abbaye Royale de l'Épau.

Sarthe Numérique a choisi de combiner cette conférence des élus, prévue le matin, avec la réunion du Comité syndical en début d'après-midi, également à l'Abbaye Royale de l'Épau, permettant ainsi aux élus de participer aux deux événements.

La conférence sera l'occasion d'aborder de manière détaillée la fermeture du réseau cuivre avec les élus communaux, également invités à cet événement. Elle comprendra une présentation des résultats de la consultation sur l'actualisation du SDTAN, notamment, sur les éléments des communes ayant contribué au questionnaire, ainsi qu'un retour d'expérience sur les usages du réseau bas débit LoRaWAN. Ce bilan, un an après sa mise en œuvre, illustrera l'intérêt de la connectivité, notamment pour un syndicat d'eau potable.

Enfin, les agents de Sarthe Numérique proposeront des espaces d'information pour répondre aux questions des élus sur la fermeture du cuivre et sur les sujets liés à la fibre.

M. le Président conclut en soulignant qu'il s'agit d'un programme ambitieux qui ne manquera pas d'intéresser les élus. Il rappelle également que le Département mène actuellement des études avec la préfecture de la Sarthe, représentant l'État, pour favoriser le regroupement de certains syndicats. Ces démarches sont en bonne voie et devraient permettre d'accélérer la mise en œuvre des projets.

---

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 h 35.

---

Le Président  
de Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

Le secrétaire de séance



Martine CRNKOVIC

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation

  
Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

### DÉLIBÉRATION N° 2

## Mise à jour du tableau des emplois et des effectifs

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIÉ (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAY (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la mise à jour du tableau des emplois et des effectifs de Sarthe Numérique au 26 novembre 2025.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS ET DES EFFECTIFS DE SARTHE NUMERIQUE AU 26 NOVEMBRE 2025

EMPLOIS								EFFECTIFS			
EMPLOI/ POSTE	Date de création ou modification Référence délibération	Temps de travail hebdomadaire de l'emploi créé en heures		Grade (s) rattaché (s) à cet emploi	Emploi pouvant être pourvu par un contractuel		Emploi pourvu	Emploi non pourvu	Grade de l'agent qui occupe le poste	catégorie	Statut
		TC	TNC		oui	non					
Direction générale des Services											
Directeur Général des Services/ Emploi fonctionnel	27/06/2019	35		DGS des communes de 10 000 à 20 000 habitants		non	1		DGS	A	Titulaire
Directeur général des services	07/12/2023	35		Ingénieur principal		non	oui		Ingénieur principal	A	Titulaire
Assistant(e) administratif du Syndicat mixte	08/11/2019 03/07/2024	35		Rédacteur Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> cl Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> cl Adjoint administratif	L.332-14 du CGFP		1		Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> cl	C	Titulaire
Direction Administrative et financière (DAF)											
Secrétaire générale	27/06/2019	35		Attaché principal Attaché		non	1		Attaché principal	A	Titulaire
Pôle Ressources											
Chargé des relations avec les collectivités membres et de la communication	08/11/2019	35		Attaché Rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> cl Rédacteur principal 2 <sup>ème</sup> cl Rédacteur	L.332-14 du CGFP			1	—	—	—
Gestionnaire comptable, financier et ressources humaines	08/11/2019	35		Rédacteur Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> cl Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> cl	L.332-14 du CGFP		1		Rédacteur	B	Titulaire
Pôle Gestion de contrats											
Responsable du Pôle Gestion de contrats	08/11/2019 03/07/2024	35		Attaché Rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> cl Rédacteur principal 2 <sup>ème</sup> cl Rédacteur	L.332-14 du CGFP		1		Attaché	A	Titulaire
Chargé de suivi de la DSP	07/12/2023	35		Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> cl Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> cl Rédacteur	L.332-14 du CGFP L.332-8 2 du CGFP		1		Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> cl	B	Titulaire

Direction opérationnelle (DO)											
Directeur opérationnel	07/12/2023	35		Attaché principal Attaché Ingénieur principal Ingénieur	L.332-14 du CGFP L.332-8 2 du CGFP		1		Ingénieur principal	A	Titulaire
Pôle Territoires connectés et durables											
Responsable du Pôle Territoires connectés et durables	30/03/2023 03/07/2024	35		Ingénieur Attaché	L.332-14 du CGFP L.332-8 2 du CGFP		1		Attaché	A	Contractuel
Pôle Infrastructures et Exploitation											
Responsable du Pôle Infrastructures et Exploitation	08/11/2019 03/07/2024	35		Ingénieur Technicien principal 1 <sup>ère</sup> cl Technicien principal 2 <sup>ème</sup> cl	L.332-14 du CGFP		1		Technicien pal 1 <sup>ère</sup> cl	B	Titulaire
4 responsables de secteurs - interlocuteurs privilégiés du territoire	08/11/2019	35		Technicien principal 1 <sup>ère</sup> cl Technicien principal 2 <sup>ème</sup> cl Technicien Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> cl Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> cl Adjoint technique	L.332-14 du CGFP L.332-8 2 du CGFP		3	1	1- Technicien pal 2ème cl 2- Technicien 3- Agent de maîtrise 4- Poste vacant	1- B 2- B 3 -C 4-	1- Contractuel 2- Contractuel 3 - Titulaire 4-
Technicien responsable du suivi de l'exploitation	08/11/2019	35		Technicien principal 1 <sup>ère</sup> cl Technicien principal 2 <sup>ème</sup> cl Technicien agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	L.332-14 du CGFP			1	—	—	—
Pôle Données et SIG											
Responsable du Pôle Données et SIG	07/12/2023 03/07/2024	35		Ingénieur Attaché	L.332-14 du CGFP L.332-8 2 du CGFP		1		Attaché	A	Contractuel
Interlocuteur WEB SIG des collectivités territoriales	30/03/2023	35		Technicien principal 1 <sup>ère</sup> cl Technicien principal 2 <sup>ème</sup> cl Technicien	L.332-14 du CGFP L.332-8 2 du CGFP		1		Technicien pal 1 <sup>ère</sup> cl	B	Titulaire
Technicien Données et SIG	07/12/2023	35		Technicien principal 1 <sup>ère</sup> cl Technicien principal 2 <sup>ème</sup> cl Technicien	L.332-14 du CGFP L.332-8 2 du CGFP		1		Technicien pal 2 <sup>ème</sup> cl	B	Contractuel
Technicien SIG	27/06/2019	35		Technicien principal 1 <sup>ère</sup> cl Technicien principal 2 <sup>ème</sup> cl Technicien	L.332-14 du CGFP			1	—	—	—
TOTAUX		560	0				15	4			

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation

Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

### DÉLIBÉRATION N° 3

## Protection sociale complémentaire Convention de participation pour la couverture du risque santé des agents

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Frédéric BEAUCHEF (Département), Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIÉ (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIERE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HOPPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Mme Martine CRNKOVIC se déporte en tant que Vice-Présidente du CDG72.

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 22.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 22 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8,

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique,

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale,

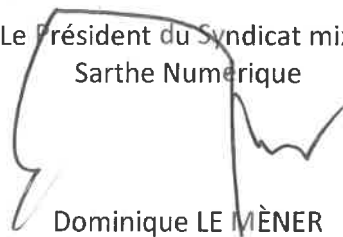
Vu l'avis du Comité social territorial du 23 septembre 2025,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de donner mandat au Centre de gestion de la Sarthe pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque santé des agents à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2027.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Dominique LE MÈNER', is written over a faint, circular official stamp.

Dominique LE MÈNER

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sartre Numérique,  
et par délégation



Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

DÉLIBÉRATION N° 4

### Décision modificative n° 1 du Budget Principal 2025

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIÉ (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHE TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu l'article L. 1612-11 du CGCT relatif aux modifications de budget,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 en vigueur,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

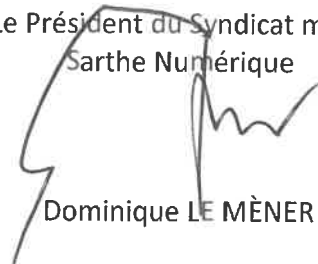
ADOpte la décision modificative n° 1 du budget principal pour l'exercice 2025.

PRECISE que la Décision modificative n°1 est sans impact financier sur le budget 2025.

PRECISE que la décision modificative n° 1 du budget principal pour l'exercice 2025 est votée par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres.

DECIDE d'ajuster les autorisations de programme conformément au tableau joint en annexe.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

## DM 2025 Budget Principal - AP Sarthe numérique

N° prog	N° AP	Libellé AP	N° op.	Libellé op.	AP votées (1)	Proposition (2)	Total AP (3) = 1+2 (3)= 4+5+6+7+8	Réal. Ant. (4)	CP 2025 (5)	CP 2026 (6)	CP 2027 (7)	CP 2028 (7)	CP 2029 (7)
P018	2022-2	Infrastructures de télécommunication	00054	Points Hauts	0,00		0,00	0,00	0,00				
P019	2023-1	Territoire Durable & connecté	00056	Territoire Durable & connecté	2 617 850,00	-1 291 000,00	1 326 850,00	23 760,00	190 000,00	1 113 090,00			
P019	2023-1	Territoire Durable & connecté	00060	Référentiel géographique	0,00	1 291 000,00	1 291 000,00		1 291 000,00	0,00			
					2 617 850,00	0,00	2 617 850,00	23 760,00	1 481 000,00	1 113 090,00	0,00	0,00	0,00
								2 617 850,00					

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SYNDICAT : SARTHE NUMERIQUE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25720243200015

POSTE COMPTABLE : PAIERIE DEPARTEMENTALE SARTHE

**M. 57**

**Décision modificative (projet de budget) 1 (3)**

**Voté par nature**

BUDGET : Sarthe Numérique 2025 (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

### II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	11
B2 - Présentation des AE votées	12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	16
D1 - Balance générale - Dépenses	18
D2 - Balance générale - Recettes	20

### III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	39

### IV - Annexes

#### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	41
A1.01 - Opérations non ventilables	43
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	44
A2.01 - Opérations non ventilables	46
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

#### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
<b>B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements</b>	47
<b>B3.1 - Etat des provisions constituées</b>	48
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
<b>B9 - Etat du personnel</b>	50
<b>B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier</b>	53
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	54
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
<b>B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe</b>	55
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire	56
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	57
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	58
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
<b>A - Arrêté et signatures</b>	59

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	26%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	261%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	-161%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1<sup>er</sup> janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b>	<b>C1</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
<b>Investissement</b>	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	0,00
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	0,00
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b>	<b>C2</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>0,00</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>6586</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

#### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) <b>0,00</b>
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) <b>0,00</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (3)		0,00	0,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (4)		0,00	0,00
TOTAL DU BUDGET (5)		0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D P019 2023/1	Territoire durable & connecté	20, 23	0,00
TOTAL			0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>		<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>		<b>B2</b>

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
---------------	------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	180 000,00	0,00	1 241 000,00	0,00	1 421 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	1 500 000,00	0,00	-1 241 000,00	0,00	259 000,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 680 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 680 000,00</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 680 000,00</b>
--------------	---------------------	-------------	-------------	-------------	---------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 680 000,00</b>
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	1 677 827,40		0,00	0,00	1 677 827,40
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>1 677 827,40</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 677 827,40</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 677 827,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 677 827,40</b>
--------------	---------------------	-------------	-------------	-------------	---------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>2 172,60</b>
--	-----------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 680 000,00</b>
---	---------------------

#### Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR  
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

**1 677 827,40**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$ .

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	700 376,47	0,00	0,00	0,00	700 376,47
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	245 000,00	0,00	0,00	0,00	245 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>945 386,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>945 386,47</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	5 000,00		0,00	0,00	5 000,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>950 386,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>950 386,47</b>

023	Virement à la section d'investissement (5)	1 677 827,40		0,00	0,00	1 677 827,40
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>1 677 827,40</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 677 827,40</b>

<b>TOTAL</b>	<b>2 628 213,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 628 213,87</b>
--------------	---------------------	-------------	-------------	-------------	---------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>2 628 213,87</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	362 000,00	0,00	0,00	0,00	362 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>362 010,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>362 010,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	2 000,00		0,00	0,00	2 000,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>364 010,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>364 010,00</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>364 010,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>364 010,00</b>
--------------	-------------------	-------------	-------------	-------------	-------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>2 264 203,87</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>2 628 213,87</b>
--	---------------------

### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)</b>	<b>1 677 827,40</b>
---	---------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	1 241 000,00	0,00	1 241 000,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-1 241 000,00	0,00	-1 241 000,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Hors chapitres opérations.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

### RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			0,00

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

## DEPENSES

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
		I			II			
<b>TOTAL</b>	<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-199 000,00</b>	<b>199 000,00</b>	<b>0,00</b>
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	180 000,00	0,00	1 291 000,00	1 241 000,00	0,00	1 241 000,00	0,00	1 241 000,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 500 000,00	0,00	-1 291 000,00	-1 241 000,00	0,00	-1 440 000,00	199 000,00	-1 241 000,00
Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-199 000,00</b>	<b>199 000,00</b>	<b>0,00</b>
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-199 000,00</b>	<b>199 000,00</b>	<b>0,00</b>
040 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	0,00
--	------

Total des dépenses d'investissement cumulées	0,00
--	------

- (1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

## RECETTES

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>	<b>1 677 827,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	1 677 827,40		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		1 677 827,40		0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

Affectation au compte 1068 (9)						0,00
--------------------------------	--	--	--	--	--	------

Total des recettes d'investissement cumulées						0,00
--	--	--	--	--	--	------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-199 000,00</b>	<b>199 000,00</b>	<b>0,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	180 000,00	0,00	1 291 000,00	1 241 000,00	0,00	1 241 000,00	0,00	1 241 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00		1 240 000,00	0,00	1 240 000,00	0,00	1 240 000,00
2031	Frais d'études	80 000,00	0,00		50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
2051	Concessions, droits similaires	100 000,00	0,00		-50 000,00	0,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 500 000,00	0,00	-1 291 000,00	-1 241 000,00	0,00	-1 440 000,00	199 000,00	-1 241 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 500 000,00	0,00		-1 440 000,00	0,00	-1 440 000,00	0,00	-1 440 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		199 000,00	0,00	0,00	199 000,00	199 000,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-199 000,00</b>	<b>199 000,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-199 000,00</b>	<b>199 000,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 677 827,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	1 677 827,40		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>1 677 827,40</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE								B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			
<b>TOTAL</b>		<b>2 628 213,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	700 376,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	245 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>945 386,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	5 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>950 386,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	1 677 827,40			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>1 677 827,40</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)								0,00
---------------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	------

## **SARTHE NUMERIQUE - Sarthe Numérique 2025 - DM (projet de budget) - 2025**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B
Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		364 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	362 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		362 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	2 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		364 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
R002 Résultat reporté ou anticipé (8)						0,00
Total des recettes de fonctionnement cumulées						0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>2 628 213,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général (5)	700 376,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	140 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	243 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	27 176,47	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	103 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	245 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	180 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	40 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
6478	Autres charges sociales diverses	1 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		945 386,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	5 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	5 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		950 386,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	1 677 827,40			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		1 677 827,40			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

## SARTHE NUMERIQUE - Sarthe Numérique 2025 - DM (projet de budget) - 2025

- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).
- (9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						B2
Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		364 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	362 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	169 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	176 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		362 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	2 000,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	2 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		364 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES									IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE									A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>1 680 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 421 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	259 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>1 680 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		1 421 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		259 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES		
Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		1 680 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	1 240 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	131 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	50 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	60 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	199 000,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES									IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE									A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>950 386,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	700 376,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	245 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>364 010,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	362 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>950 386,47</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		700 376,47
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		245 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>364 010,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		362 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES			
Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	
DEPENSES			950 386,47
606	Achats non stockés de matières et fourni		3 000,00
613	Locations		65 000,00
615	Entretien et réparations		140 000,00
616	Primes d'assurances		25 000,00
617	Etudes et recherches		243 000,00
618	Divers		12 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires		27 176,47
623	Pub., publications, relations publiques		154 200,00
625	Déplacements et missions		3 000,00
628	Divers		28 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)		7 000,00
641	Rémunérations du personnel		180 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance		56 200,00
647	Autres charges sociales		1 800,00
658	Charges diverses de gestion courante		10,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.		5 000,00
RECETTES			364 010,00
747	Participations		362 000,00
758	Produits divers de gestion courante		10,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou		2 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 €		10/12/2020
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études (non suivis de réalisation)	5	10/12/2020
L	Frais d'insertion (non suivis de réalisation)	5	10/12/2020
L	Concessions et droits assimilés	2	10/12/2020
L	Indemnité de résiliation SARTEL	20	10/12/2020
L	Matériel informatique	5	10/12/2020
L	Mobilier	15	10/12/2020
L	DSP- Frais d'études- Durée restante de la DSP	0	15/06/2023
L	DSP - Frais d'insertion - Durée restante de la DSP	0	15/06/2023
L	Acquisition bâtiment - Data Center	26	15/06/2023
L	Réseau FTTH (Infrastructures, génie civil, câbles...)	26	15/06/2023
L	Réseau FTTH - Activation	7	15/06/2023
L	Réseaux FTTH - Raccordement des sites isolés	26	15/06/2023
L	Réseaux FTTH - Réalisation de raccordement complexes	1	15/06/2023
L	Droits irrévocables d'usage - IRU Durée restante de la DSP	0	27/11/2024
L	Réseaux divers - Pylônes	10	27/11/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

## PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	5 000,00		1 500,00	6 500,00	2 000,00	4 500,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	5 000,00		1 500,00	6 500,00	2 000,00	4 500,00
CET	5 000,00		1 500,00	6 500,00	2 000,00	4 500,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	5 000,00		1 500,00	6 500,00	2 000,00	4 500,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	5 000,00		1 500,00	6 500,00	2 000,00	4 500,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>2,00</b>
Attaché territorial	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>
Technicien principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (l) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)</b>		<b>3,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3,00</b>	<b>3,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Attaché territorial	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	693	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2ème classe	B	TECH	444	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
TECH : Technique.  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Culturel.  
ANIM : Animation.  
POL : Police.  
POMP : Sapeurs-pompiers.  
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :  
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.  
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.  
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans  
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.  
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.  
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.  
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.  
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.  
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.  
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.  
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.  
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.  
326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).  
343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).  
333-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.  
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.  
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.
---

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.  
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).  
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...)  
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
AVICCA	25/06/2015		10 050,00
FNCCR - Compétence Communications électroniques	01/12/2015		5 360,00
DECLIC	05/06/2025		770,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
<b>Solde d'exécution 001 (A)</b> montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	2 172,60	0,00	0,00	2 172,60
<b>Solde des RAR (B)</b> montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	2 172,60	0,00	0,00	2 172,60

### Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
<b>Affectation au 1068 (C)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	2 172,60	0,00	0,00	2 172,60
<b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b> Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	2 172,60	0,00	0,00	2 172,60

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
<b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>	1 677 827,40	0,00	0,00	1 677 827,40
<b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b> Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	1 677 827,40	0,00	0,00	1 677 827,40

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES</b> <b>EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b>	<b>C1.2</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>I 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.  
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

#### RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 1 677 827,40</b>	<b>0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>1 677 827,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	1 677 827,40	0,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>V</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Nombre de membres en exercice : 51

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 30/10/2025

Présenté par le Président (1),

A l'Hôtel du Département - Le Mans, le 26/11/2025

Délibéré par l'assemblée du Comité syndical (2), réunie en session de la décision modificative 2025

A l'Hôtel du Département - Le Mans, le 26/11/2025

Les membres de l'assemblée délibérante du Comité syndical (2),(3).

LE MENER Dominique	
--------------------	--

Certifié exécutoire par le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

SARTHE NUMERIQUE - DECISION MODIFICATIVE 2025 - BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT

Mouvements réels									Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		Réalisé	Réalisé	DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025
DEPENSES																	
Chapitre 011 - Charges à caractère général																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	011	6064	01	5157	Fournitures administratives	1 000,00							1 000,00	
				011	60632	01	14251	Fournitures de petit équipement	1 000,00							1 000,00	
				011	60636	01	14252	Habilleme nt et Vêtements de travail	1 000,00							1 000,00	
				011	61351	01	14248	Location matériel roulant	5 000,00		2 270,10					5 000,00	
				011	6132	01	14249	Location immobilières	10 000,00		9 558,89					10 000,00	
				011	6184	01	14253	Versements à des organismes de formation	10 000,00							10 000,00	
				011	6185	01	14257	Frais de colloques et de séminaires	2 000,00							2 000,00	
				011	6251	01	14254	Remboursement frais de déplacement	3 000,00		20,00					3 000,00	
				011	6288	01	10211	services extérieurs	8 000,00		3 672,00					8 000,00	
				011	62268	01	5115	Autres honoraires, conseils...	27 176,47		7 800,00					27 176,47	
				011	6236	01	14247	Catalogues et imprimés	1 000,00							1 000,00	
				011	6281	01	5116	Cotisations diverses (AVICCA, FNCCR, Clé USB...)	20 000,00		17 361,56					20 000,00	
				011	6161	01	9207	Assurances Multirisques	25 000,00		19 466,00					25 000,00	
				011	6233	01	10213	Foires et expositions	3 200,00		3 200,00					3 200,00	
				P019	Territoire Durable & Connecté	00056	Territoire Durable & Connecté	011	615221	01	15259	Entretien et réparations sur biens immobiliers	40 000,00				
011	617	01	13232					AMO	143 000,00		10 000,00	29 700,00				153 000,00	
011	617	01	15260					Démonstrateurs	100 000,00	-	10 000,00					90 000,00	
011	6238	01	13238					Sensibilisation Territoire durable	50 000,00							50 000,00	
011	615221	01	15263					Amenagement du pavillon du numérique	100 000,00							100 000,00	
				011	6233	01	15264	Création du SHOWROOM Joinville	100 000,00						100 000,00		
				011	61358	01	15261	Données et SIG (abonnement logiciel)	50 000,00						50 000,00		
Chapitre 012 - Charges de personnel et frais assimilés																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	012	64111	01	5117	Rémunérations titulaire								-	
				012	64131	01	14246	Rémunérations Contractuel	180 000,00			96 731,58				180 000,00	
				012	6451	01	5118	Cotisations URSSAF	40 000,00			28 135,00				40 000,00	
				012	6453	01	10214	Cotisations aux caisses de retraites	10 000,00			3 916,00				10 000,00	
				012	6332	01	14242	Cotisation versées au FNAL	1 000,00			90,00				1 000,00	
				012	6336	01	14243	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 000,00			1 885,41				3 000,00	
				012	6454	01	14244	Cotisations ASSEDIC	6 000,00			3 785,00				6 000,00	
				012	6478	01	14245	Autres charges sociales diverses	1 800,00	-	1 200,00	433,74				600,00	
				012	6458	01	15265	Cotisations aux autres organismes sociaux	200,00		1 200,00	995,49				1 400,00	
								012	6331	01	14241	Versement de transport - mobilité	3 000,00			1 881,00	
Chapitre 013 - Atténuations de charges																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	013	6459	1	15266	Remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance						37,78			0,00
Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	65	65888	01	9203	PAS - Perte Arrondi Collectivité	10,00				0,53				10,00
Chapitre 67 - Charges exceptionnelles																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	67	6711		10212	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés									
Chapitre 68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	68	6815		14255	Dotations provisions pr risques & charges d'exploitation	5 000								5 000
RECETTES																	
				00015	Opérations de bilan	002	002	01	5124	Résultat de fonctionnement reporté		2 264 203,87					2 264 203,87
Chapitre 74 - Subvention d'exploitation																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	74	7473	01	5122	Participation statutaire Département		169 000,00							169 000,00
				74	74748	01	14250	Participation statutaire Commune		1 100,00			1 042,00			1 100,00	
				74	74758	01	5123	Participation statutaire CC et LMM		176 900,00			175 975,40			176 900,00	
P019	Territoire Durable & Connecté	00056	Territoire Durable & Connecté	74	74718	01	15262	Participation Banque des Territoires CDC - actualisation du SDTAN		15 000,00						15 000,00	
Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	75	75888	01	9204	PAS - Perte Arrondi Collectivité		10				1,83			10
				75	75821	01	13237	Reversement de l'excédent budget annexe									
Chapitre 78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions																	
P011	Affaires générales	00014	Fonctionnement courant	78	7815	01	14256	Reprises provisions CET		2 000							2 000
									950 386,47	2 628 213,87		230 902,30	177 019,23	0,00	0,00	950 386,47	2 628 213,87
Mouvements d'ordre									Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		Réalisé	Réalisé	DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025
P013	FTTH	00017	Ecritures d'amortissement	042	6811	01	5127	Dotations aux amortissements									
				042	777	01	5128	Reprise subv investissement									
Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement																	
				023	023		12218	Virement à la section d'investissement	1 677 827,40							1 677 827,40	
Total Mouvements d'ordre - Fonctionnement									1 677 827,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 677 827,40	0,00
Total Section de fonctionnement									2 628 213,87	2 628 213,87		230 902,30	177 019,23	0,00	0,00	2 628 213,87	2 628 213,87

INVESTISSEMENT

Mouvements réels												Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
AP	NOM AP	DM 2024	Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		Réalisé	Réalisé	DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025
			P018	Infrastructures de télécommunication	00054	Points Hauts	16	1641	01	12225	Recette d'emprunts									
			P013	FTTH	00039	THD marchés	20	2031	01	6161	Frais d'études									
			P013	FTTH	00018	Participation CG investissements Smsan	13	1323	01	5131	Participation CG investissements Smsan									
			P013	FTTH			020	020	01	5145	Dépenses imprévues									
			P013	FTTH	00029	Investissement courant	26	261	01	13239	Titre de participation									
			P013	FTTH	00030	Opérations de bilan	10	1068	01	8199	Excédents de fonctionnement capitalisés									
			P013	FTTH			001	001	01	5146	Solde d'exécution d'investissement reporté (recette)		2 172,60					2 172,60		
			P013	FTTH			001	001	01	8194	Solde d'exécution d'investissement reporté (dépense)									
2022-2	Infrastructures de télécommunication		P018	Infrastructures de télécommunication	00054	Points Hauts	21	2111	01		Terrain pylones									
						21	2153	01	12224	Transfert Pylones										
	HORS AP		P019	Territoire durable et Connecté			23	238	01	15270	Avance						199 000,00		199 000,00	
2023-1	Territoire Durable		P019	Territoire durable et Connecté	00060	Référentiel géographique	20	2031	01	15272	Amo						50 000,00		50 000,00	
							20	2033	01	15273	Frais d'insertion						1 000,00		1 000,00	
							20	202	01	15274	PCRS						1 240 000,00		1 240 000,00	
							20	2031	01	13233	Amo	50 000,00						50 000,00		
					00056	Territoire Durable & Connecté	20	2031	01	13234	Etudes	30 000,00						30 000,00		
							20	2051	01	13235	Developpement Logiciel	100 000,00					- 50 000,00		50 000,00	
							23	231538	01	13236	Travaux	1 500 000,00					- 1 500 000,00		-	
							21	231538	01	15275	Grand cycle de l'eau						60 000,00		60 000,00	
Total Mouvements réels - Investissement												1 680 000,00	2 172,60		0,00	0,00	0,00	0,00	1 680 000,00	2 172,60

Mouvements d'ordre									Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		Réalisé	Réalisé	DM2025	DM2025	BP 2025	BP 2025
P013	FTTH	00017	Ecritures d'amortissement	040	13913	01	5148	Reprise subv Département									
				040	28031	01	5152	Amortissement frais d'études									
				040	28033	01	9208	Amortissement frais d'insertion									
				040	13911	01	12228	Reprise subv FSN									
				040	139158	01	12231	Reprise subv EPCI									
				040	281538	01	12227	Amortissement Réseaux divers									
Chapitre 021 - Virement à la section d'exploitation																	
				021	021	01	12219	Virement de la section d'exploitation		1 677 827,40						1 677 827,40	
Total Mouvements ordre - Investissement									0,00	1 677 827,40		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 677 827,40
Total Section d'investissement									1 680 000,00	1 680 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 680 000,00	1 680 000,00

TOTAL BUDGET

												Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
												BP 2025	BP 2025		Réalisé	Réalisé	DM2025	DM2025	BP 2025	BP 2025
Mouvements réels - Fonctionnement et Investissement												2 630 386,47	2 630 386,47		230 902,30	177 019,23	0,00	0,00	2 630 386,47	2 630 386,47
Mouvements d'ordre - Fonctionnement et Investissement												1 677 827,40	1 677 827,40		0,00	0,00	0,00	0,00	1 677 827,40	1 677 827,40
Total Budget - Fonctionnement et Investissement												4 308 213,87	4 308 213,87		230 902,30	177 019,23	0,00	0,00	4 308 213,87	4 308 213,87

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation



Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

DÉLIBÉRATION N° 5

### Décision modificative n° 1 du Budget Annexe 2025

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

**Présents :** Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

**Absents-excusés :** M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIÉ (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

**Procurations :** M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu l'article L. 1612-11 du CGCT relatif aux modifications de budget,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 1 du budget annexe pour l'exercice 2025.

PRECISE que la décision modificative n°1 est sans impact financier sur le budget 2025.

PRECISE que la décision modificative n° 1 du budget annexe pour l'exercice 2025 est votée par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres.

DECIDE d'ajuster les autorisations de programme conformément au tableau joint en annexe.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LEMÈNER

BUDGET ANNEXE en €

DM 2025 Budget Annexe - AP Sarthe numérique

STADE DM 2025													
N° prog	N° AP	Libellé AP	N° op.	Libellé op.	AP votées (1)	Proposition (2)	Total AP (3) = 1+2 (3)= 4+5+6+7+8	Réal. Ant. (4)	CP 2025 (5)	CP 2026 (6)	CP 2027 (7)	CP 2028 (7)	CP 2029 (7)
P014	2018-1	DSP	00047	DSP	52 300 000,00		52 300 000,00	39 299 070,70	7 783 382,00	2 860 000,00	1 460 000,00	697 547,30	200 000,00
P014	2020-2	FTTH	00043	Déssertes communautés innovation	600 000,00		600 000,00	236 167,00	-	363 833,00	-	-	-
P014	2020-1	FTTH	00037	Investissement courant	160 000,00		160 000,00	26 805,36	80 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	8 194,64
P014	2024-1	Infrastructures de télécommunication	00057	Points Hauts	122 000,00	4 000,00	126 000,00	121 676,31	4 000,00	-	-	-	323,69
P014	2025-1	Modernisation Infra cœur de	00058	RFF	6 000 000,00		6 000 000,00	-	3 000 000,00	3 000 000,00			
P014	2025-2	PCRS	00059	PCRS	4 000 000,00		4 000 000,00	-	1 000,00	3 999 000,00			
					63 182 000,00	4 000,00	63 186 000,00	39 683 719,37	10 868 382,00	10 237 833,00	1 475 000,00	712 547,30	208 518,33
									63 186 000,00				

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

<b>Numéro SIRET</b> <b>25720243200015</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>SYNDICAT SARTHE NUMERIQUE</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE : PAIERIE DEPARTEMENTALE SARTHE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 4 (1)

<b>Décision modificative (projet de budget) 1 (2)</b>
---

BUDGET : Sarthe Numérique 2025 (3)

**ANNEE 2025**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

### III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	18

### IV - Annexes

#### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	27
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières	28
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	30
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes	31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	Sans Objet

#### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	32
B1.7 - Etat des engagements reçus	33
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	34
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	35

#### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	36
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	39
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	40

#### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	41
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION		
	DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
<b>VOTE</b>		
CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
+	+	+
<b>R</b>		
<b>R</b>		
<b>P</b>		
<b>O</b>		
<b>R</b>		
<b>T</b>		
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=	=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00
INVESTISSEMENT		
	DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>VOTE</b>		
CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
+	+	+
<b>R</b>		
<b>R</b>		
<b>P</b>		
<b>O</b>		
<b>R</b>		
<b>T</b>		
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=	=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00
TOTAL		
TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	503 500,00	0,00	0,00	0,00	503 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	905 000,00	0,00	0,00	0,00	905 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>1 408 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 408 510,00</b>
66	Charges financières	473 000,00	0,00	0,00	0,00	473 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	10 000,00		0,00	0,00	10 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	31 000,00		0,00	0,00	31 000,00
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>1 923 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 923 510,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	8 404 132,88		0,00	0,00	8 404 132,88
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	8 682 000,00		0,00	0,00	8 682 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>17 086 132,88</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 086 132,88</b>
<b>TOTAL</b>		<b>19 009 642,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 009 642,88</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>19 009 642,88</b>
---	----------------------

### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	6 720 510,00	0,00	0,00	0,00	6 720 510,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>6 720 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 720 510,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	5 000,00		0,00	0,00	5 000,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>6 725 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 725 510,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	6 543 100,00		0,00	0,00	6 543 100,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>6 543 100,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 543 100,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>13 268 610,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 268 610,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>5 741 032,88</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>19 009 642,88</b>
---	----------------------

### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>10 543 032,88</b>
---	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	2 965 000,00	0,00	-1 799 000,00	0,00	1 166 000,00
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	4 000,00	0,00	84 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 800 000,00	0,00	1 800 000,00	0,00	7 600 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>8 845 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 850 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	990 000,00	0,00	0,00	0,00	990 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 019 382,00	0,00	0,00	0,00	2 019 382,00
020	Dépenses imprévues	160 650,88		-5 000,00	0,00	155 650,88
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>3 170 032,88</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 165 032,88</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>12 015 032,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 015 032,88</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	6 543 100,00		0,00	0,00	6 543 100,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>6 543 100,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 543 100,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>18 558 132,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 558 132,88</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>6 234 851,43</b>
--	---------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>24 792 984,31</b>
---	----------------------

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	1 472 000,00	0,00	0,00	0,00	1 472 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>1 472 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 472 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	6 234 851,43	0,00	0,00	0,00	6 234 851,43
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>6 234 851,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 234 851,43</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>7 706 851,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 706 851,43</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	8 404 132,88		0,00	0,00	8 404 132,88
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	8 682 000,00		0,00	0,00	8 682 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>17 086 132,88</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 086 132,88</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>24 792 984,31</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 792 984,31</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
=	
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>24 792 984,31</b>

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)</b>	<b>10 543 032,88</b>
---	----------------------

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	-1 799 000,00	0,00	-1 799 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	4 000,00	0,00	4 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	-5 000,00		-5 000,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>503 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6063	Fournitures entretien et petit équipt	5 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	10 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	34 500,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	25 000,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	200,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	50 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	30 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	10 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	30 000,00	0,00	0,00
6168	Autres	6 300,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	0,00	0,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	105 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	4 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	5 000,00	0,00	0,00
6237	Publications	10 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	10 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	5 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	2 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	2 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	65 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	15 000,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>905 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6218	Autre personnel extérieur	61 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	8 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	500,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 000,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	376 000,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	210 000,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	6 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	70 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	90 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	4 000,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	52 000,00	0,00	0,00
6471	Prestations directes	3 000,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	8 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	3 500,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 000,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>1 408 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>473 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	460 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-7 000,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6714	Intérêts moratoires	1 000,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	10 000,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	31 000,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>1 923 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	8 404 132,88	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	8 682 000,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	5 714 200,00	0,00	0,00
6866	Dot. Dépréc. éléments financiers	2 967 800,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>17 086 132,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>17 086 132,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>19 009 642,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	17 000,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-24 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-7 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	6 720 510,00	0,00	0,00
757	Redevances des fermiers, concession..	6 705 500,00	0,00	0,00
7588	Autres	15 010,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b> (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		<b>6 720 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	5 000,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges d'exploitat°	5 000,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b> = a + b + c + d		<b>6 725 510,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	6 543 100,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	6 543 100,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>6 543 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b> (= Total des opérations réelles et d'ordre)		<b>13 268 610,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>2 965 000,00</b>	<b>-1 799 000,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	60 000,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	1 100 000,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	1 800 000,00	-1 799 000,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>80 000,00</b>	<b>4 000,00</b>	<b>0,00</b>
2115	Terrains bâtis	0,00	4 000,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	30 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	50 000,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>5 800 000,00</b>	<b>1 800 000,00</b>	<b>0,00</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 800 000,00	1 800 000,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>8 845 000,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>990 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	990 000,00	0,00	0,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>2 019 382,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	2 018 382,00	0,00	0,00
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>160 650,88</b>	<b>-5 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>3 170 032,88</b>	<b>-5 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>12 015 032,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>	<b>6 543 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur</b>	<b>6 543 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
13911	Sub. équipt cpte résult. Etat	1 510 000,00	0,00	0,00
13912	Sub. équipt cpte résult. Régions	1 405 500,00	0,00	0,00
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	1 569 900,00	0,00	0,00
13915	Sub. équipt cpte résult. Groupements	1 421 800,00	0,00	0,00
13917	Sub. équipt cpte résult. Budget communaut	353 600,00	0,00	0,00
139188	des tiers	282 300,00	0,00	0,00
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>6 543 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>18 558 132,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	1 472 000,00	0,00	0,00
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	672 000,00	0,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	800 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		1 472 000,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 234 851,43	0,00	0,00
1068	Autres réserves	6 234 851,43	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		6 234 851,43	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		7 706 851,43	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	8 404 132,88	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	8 682 000,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	10 000,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	15 000,00	0,00	0,00
28131	Bâtiments	25 400,00	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	5 608 700,00	0,00	0,00
28158	Autres	49 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	3 000,00	0,00	0,00
29763	Dépréc. Créances collectivités publiq.	1 656 200,00	0,00	0,00
29764	Dépréc. Créances sur particuliers	1 311 600,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		17 086 132,88	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		17 086 132,88	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		24 792 984,31	0,00	0,00

+

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R/ 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					24 636 278,00									
1641 Emprunts en euros (total)					24 636 278,00									
11/B8523048	CAISSE D'EPARGNE	18/08/2023	20/10/2023	05/03/2024	6 500 000,00	V	LIVRET A	3,630	0,000	EUR	T	C	O	A-1
12/72-90450747CGP1	ARKEA	27/03/2023	01/12/2024	30/03/2025	6 400 000,00	F		3,730	0,000	EUR	T	C	O	A-1
3/7780699/20050763S	CREDIT FONCIER	13/07/2005	15/10/2007	15/10/2008	4 000 000,00	F		4,290	4,350	EUR	A	C	O	C-1
5/00778069992N	CREDIT FONCIER	13/07/2005	30/06/2008	01/10/2008	3 850 000,00	V	TAG03M	4,312	0,530	EUR	T	P	O	A-1
6/00778069992N	CREDIT FONCIER	13/07/2005	30/06/2008	01/10/2008	3 886 278,00	V	TAG03M	4,312	0,573	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					24 636 278,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>		0,00		13 313 057,56					983 057,56	481 420,71	0,00	18 371,53
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		13 313 057,56					983 057,56	481 420,71	0,00	18 371,53
11/B8523048	N	0,00	A-1	6 175 000,00	18,91	V	LIVRET A	3,630	325 000,00	219 728,44	0,00	14 746,88
12/72-90450747CGP1	N	0,00	A-1	6 400 000,00	19,98	F		3,730	320 000,00	234 244,00	0,00	0,00
3/7780699/20050763S	N	0,00	C-1	600 000,00	2,78	F		4,290	200 000,00	26 097,50	0,00	3 624,65
5/00778069992N	N	0,00	A-1	79 174,56	0,00	V	TAG03M	3,840	79 174,56	774,65	0,00	0,00
6/00778069992N	N	0,00	A-1	58 883,00	0,00	V	TAG03M	3,840	58 883,00	576,12	0,00	0,00
<b>1643 Emprunts en devises (total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
Total général		0,00		13 313 057,56					983 057,56	481 420,71	0,00	18 371,53

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

## A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
3/7780699/20050763S	CREDIT FONCIER	4 000 000,00	600 000,00	1	20,00		TAUX FIXE	TAUX FIXE	0,00		4,290	26 097,50	0,00	4,51
TOTAL (C)		4 000 000,00	600 000,00						0,00			26 097,50	0,00	4,51
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		4 000 000,00	600 000,00						0,00			26 097,50	0,00	4,51

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L’ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L’ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart s d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart s d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	95,48	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 713 057,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	4,51	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>A2</b>

**A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

<b>CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	<b>Délibération du</b>
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €	10/12/2020

<b>Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)</b>	<b>Catégories de biens amortis</b>	<b>Durée (en années)</b>	
L	Frais d études (non suivis de réalisation)	5	10/12/2020
L	Frais d insertion (non suivis de réalisation)	5	10/12/2020
L	Concessions et droits assimilés	2	10/12/2020
L	Indemnité de résiliation SARTEL	20	10/12/2020
L	Matériel informatique	5	10/12/2020
L	Mobilier	15	10/12/2020
L	DSP- Frais d'études- Durée restante de la DSP	0	15/06/2023
L	DSP - Frais d'insertion - Durée restante de la DSP	0	15/06/2023
L	Acquisition bâtiment - Data Center	26	15/06/2023
L	Réseau FTTH (Infrastructures, génie civil, câbles...)	26	15/06/2023
L	Réseau FTTH - Activation	7	15/06/2023
L	Réseaux FTTH - Raccordement des sites isolés	26	15/06/2023
L	Réseaux FTTH - Réalisation de raccordement complexes	1	15/06/2023
L	Droits irrévocables d'usage - IRU Durée restante de la DSP	0	27/11/2024
L	Réseaux divers - Pylônes	10	27/11/2024

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS</b>	<b>A3.1</b>

**A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS**

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	2 967 800,00		6 177 181,94	9 144 981,94	0,00	9 144 981,94
créances immobilisées	2 967 800,00		6 177 181,94	9 144 981,94	0,00	9 144 981,94
<b>TOTAL BUDGETAIRES</b>	<b>2 967 800,00</b>		<b>6 177 181,94</b>	<b>9 144 981,94</b>	<b>0,00</b>	<b>9 144 981,94</b>
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	10 000,00		22 424,00	32 424,00	5 000,00	27 424,00
CET	10 000,00		22 424,00	32 424,00	5 000,00	27 424,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>10 000,00</b>		<b>22 424,00</b>	<b>32 424,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>27 424,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.  
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
<b>Solde d'exécution 001 (A)</b> montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-6 234 851,43	0,00	0,00	-6 234 851,43
<b>Solde des RAR (B)</b> montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-6 234 851,43	0,00	0,00	-6 234 851,43

### Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
<b>Affectation au 106 (C)</b>	6 234 851,43	0,00	0,00	6 234 851,43
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-6 234 851,43	0,00	0,00	-6 234 851,43
<b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b> Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00	0,00	0,00

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
<b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>	7 693 750,88	-5 000,00	0,00	7 688 750,88
<b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>	17 086 132,88	0,00	0,00	17 086 132,88
<b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b> Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	9 392 382,00	5 000,00	0,00	9 397 382,00

(1) *Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.*

(2) *Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

(3) *Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A4.2</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>I 7 693 750,88</b>	<b>-5 000,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>990 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	990 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>6 703 750,88</b>	<b>-5 000,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	6 543 100,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	160 650,88	-5 000,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.  
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

#### RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 17 086 132,88</b>	<b>0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>17 086 132,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	10 000,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	15 000,00	0,00	0,00
28131	Bâtiments	25 400,00	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	5 608 700,00	0,00	0,00
28158	Autres	49 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	3 000,00	0,00	0,00
29...	Dépréciation des immobilisations			
29763	Dépréc. Créances collectivités publiqu.	1 656 200,00	0,00	0,00
29764	Dépréc. Créances sur particuliers	1 311 600,00	0,00	0,00
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à répartir plusieurs exercices			
021	Virement de la section d'exploitation	8 404 132,88	0,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
D P014 2020/2 Desserte Communautés d Innovation	600 000,00	0,00	600 000,00	236 167,00	0,00	363 833,00
D P014 2018/1 Délégation de Service Public	52 300 000,00	0,00	52 300 000,00	39 299 070,70	7 783 382,00	5 217 547,30
D P014 2024/1 Infrastructures de télécommunications	122 000,00	4 000,00	126 000,00	121 676,31	4 000,00	323,69
D P014 2020/1 Investissement courant	160 000,00	0,00	160 000,00	26 805,36	80 000,00	53 194,64
D P014 2025/1 Modernisation Infra cur de réseau	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00
D P014 2025/2 PCRS - Plan Corps de Rue Simplifié	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	1 000,00	3 999 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.  
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.  
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b> <b>AUTORISATIONS D’ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT</b>	<b>B2.2</b>

**B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D’ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>6,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6,00</b>	<b>4,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,00</b>
Adjoint administratif principal 2eme classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché territorial	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur territorial	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>9,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9,00</b>	<b>3,00</b>	<b>2,00</b>	<b>5,00</b>
Agent de Maîtrise	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien Territorial	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal territorial 1er classe	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal territorial 2e classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>15,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15,00</b>	<b>7,00</b>	<b>2,00</b>	<b>9,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

## SARTHE NUMERIQUE - Sarthe Numérique 2025 - DM (projet de budget) - 2025

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT ( $0,8 * 6 / 12$ ).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
Technicien Territorial	B	TECH	415	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal territorial 2e classe	B	TECH	429	0,00	332-8-2°	CDD
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
TECH : Technique.  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Culturel.  
ANIM : Animation.  
POL : Police.  
POMP : Sapeurs-pompiers.  
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :  
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.  
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.  
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans  
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.  
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.  
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.  
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.  
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.  
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.  
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.  
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.  
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.  
326\_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).  
343-1\_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).  
333-1\_333-10 : Collaborateurs de cabinet.  
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.  
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l’engagement (2)	Nom de l’organisme	Raison sociale de l’organisme	Nature juridique de l’organisme	Montant de l’engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
28/11/2018 - concession	SARTEL THD	SARTEL THD	SARL	2 018 382,00
28/11/2018 - Affermage	SARTEL THD	SARTEL THD	SARL	4 600 000,00
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l’établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l’établissement.  
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l’exécutif).  
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b> <b>LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE</b>	<b>C3</b>

**C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D</b>

Nombre de membres en exercice : 51

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 30/10/2025

Présenté par (1) le Président,

A l'Hôtel du Département - Le Mans le 26/11/2025

(1) le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session de la décision modificative 2025

A l'Hôtel du Département - Le Mans, le 26/11/2025

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

LE MENER Dominique	
--------------------	--

Certifié exécutoire par (1) le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : du Comité syndical.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

EXPLOITATION

Mouvements réels									Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes		
Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025		
DEPENSES																	
P014	Aménagement numérique	Chapitre 011 - Charges à caractère général															
		00041	Frais Bancaires	011	627		37	Frais bancaires et assimilés	1 000,00					1 000,00			
		00044	Frais généraux	011	614		8223	Charges locatives et de copropriété	50 000,00					50 000,00			
				011	617		7191	AMO	50 000,00					50 000,00			
				011	618		3085	Frais mission réglés aux tiers (Formation, déplct, logemt, séminaire...)	10 000,00					10 000,00			
				011	6063		3096	Fournitures d'entretien et de petit équipement	5 000,00					5 000,00			
				011	6064		3093	Fournitures administratives	5 000,00					5 000,00			
				011	6066		4101	Carburants	10 000,00					10 000,00			
				011	6132		4119	Locations immobilières	30 000,00					30 000,00			
				011	6132		5145	Location parking du personnel	4 500,00					4 500,00			
				011	6135		3083	Location de matériel	25 000,00					25 000,00			
				011	6137		3095	Redevance occupation domaine	200,00					200,00			
				011	6161		7194	Assurance Multirique	30 000,00					30 000,00			
				011	6168		4117	Assurance des voitures	6 300,00					6 300,00			
				011	6226		8214	AUDIT ETAT DE NOTRE RESEAU	100 000,00					100 000,00			
				011	6226		8226	Honoraires	5 000,00					5 000,00			
				011	6231		3090	Annonces et insertions	4 000,00					4 000,00			
				011	6236		4099	Catalogues et imprimés	5 000,00					5 000,00			
				011	6237		3092	Communications publiques	10 000,00					10 000,00			
				011	6238		1045	Panneau d'information	10 000,00		- 2 000,00			8 000,00			
				011	6238		9234	Publicité - Divers			2 000,00			2 000,00			
				011	6251		4102	Voyages et déplacements (frais péage)	2 000,00		1 000,00			3 000,00			
				011	6251		4120	Remboursement frais de déplacement	4 000,00					4 000,00			
				011	6256		4131	Frais repas rembsés au personnel	4 000,00					4 000,00			
				011	6257		4097	Réceptions	5 000,00					5 000,00			
				011	6261		4098	Frais d'affranchissement	2 500,00					2 500,00			
				011	6281		4105	Prestations services	3 000,00					3 000,00			
				011	6288		4104	Autres (services extérieurs)	65 000,00					65 000,00			
		011	6358		2061	Impôts / Taxes						-					
		011	61551		4103	Entretien du matériel roulant	10 000,00					10 000,00					
		011	62878		7193	Remboursement frais du personnel à des tiers	2 000,00		- 1 000,00			1 000,00					
		011	63512		4134	Taxes foncières	15 000,00					15 000,00					
		00057	Points Hauts	011	61528		8215	Entretien pylones	30 000,00					30 000,00			
		Chapitre 012 - Charges de personnel et frais assimilés															
		00044	Frais généraux	012	6218		1048	Mise à disposition du personnel	21 000,00						21 000,00		
				012	6218		3081	Personnel extérieur (CDG72)	40 000,00		- 3 500,00			36 500,00			
				012	6411		4106	Salaires	376 000,00					376 000,00			
				012	6451		4107	Cotisations URSSAF	70 000,00		- 2 255,00			67 745,00			
				012	6453		4108	Cotisations aux caisses de retraites	90 000,00					90 000,00			
				012	6332		4109	Cotisation versées au FNAL	500,00					500,00			
				012	6336		4110	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 000,00					10 000,00			
				012	6475		4111	Médecine du travail	2 000,00					2 000,00			
				012	6474		4112	Versement aux autres œuvres sociales	8 000,00					8 000,00			
				012	6471		4113	Prestations directes	3 000,00					3 000,00			
				012	6413		4121	Primes et gratifications	210 000,00					210 000,00			
				012	6454		4126	Cotisations ASSEDIC	4 000,00					4 000,00			
				012	6415		4128	Supplément familial	6 000,00					6 000,00			
				012	6478		4129	Autres charges sociales diverses	3 500,00		3 500,00			7 000,00			
				012	6331		4130	Versement de transport - mobilité	8 000,00					8 000,00			
				012	6458		8225	Cotisations autres organismes sociaux			2 255,00			2 255,00			
				012	648		9229	Autres charges de personnel (FMD)	1 000,00					1 000,00			
				012	6458		4118	Assurance statutaire	52 000,00					52 000,00			
		Chapitre 013 - Atténuations de charges															
		00044	Frais généraux	013	64198		4132	Remboursement Rémunérations personnel			-					-	
				013	64198		5168	Remboursement - Part salariale BA								-	
				013	6459		5169	Remboursement - Part patronale BA								-	
		Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante															
		00044	Frais généraux	65	6588		4116	PAS - Perte Arrondi Collectivité	10,00						10,00		
		Chapitre 66 - Charges financières															
P016	RIP 1G	00048	Dette HD	66	66111		3071	Intérêts réglés à l'échéance	30 000,00					30 000,00			
				66	66112		6171	ICNE contrepassation (N-1)	- 7 000,00					- 7 000,00			
				66	66112		5150	ICNE Rattachement N	4 000,00					4 000,00			
P014	Aménagement numérique	00049	Dette THD	66	6615		4122	Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs - Ligne trésorerie	20 000,00					20 000,00			
				66	66111		3072	Intérêts réglés à l'échéance	430 000,00					430 000,00			
				66	66112		8213	ICNE contrepassation (N-1)	- 17 000,00					- 17 000,00			
				66	66112		5152	ICNE Rattachement N	13 000,00					13 000,00			
		Chapitre 67 - Charges exceptionnelles															
		00044	Frais généraux	67	6711		9228	Intérêts moratoires	1 000,00					1 000,00			
				67	672		7198	Reversement de l'exédent à la collectivité de rattachement						-			
		Chapitre 68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations															
		00044	Frais généraux	68	6815		4138	Dotations aux provisions pour risques et charges d'expoitation	10 000,00					10 000,00			
		Chapitre 022 - Dépenses imprévues															
		00044	Frais généraux	022	022		1047	Dépenses imprévues	31 000,00						31 000,00		

025 ; REFERENCE ACTE : DELIB2611255														RECETTES									
P014	Aménagement numérique	00045	Opération de bilan	002	002		1043	Résultat de fonctionnement			5 741 032,88					5 741 032,88							
		Chapitre 74 - Subvention d'exploitation																					
		00033	Recettes Fonctionnement	74	74		2	Participation Dpt															
				74	74		3	Participation CC															
		Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante																					
		00044	Frais généraux	75	7588		4136	Remb Taxes Foncières NRO			15 000,00					15 000,00							
		00047	DSP	75	7588		4127	PAS - Arrondi Favorable			10,00					10,00							
				75	757		3068	Redevance de contrôle concession			230 000,00				230 000,00								
				75	757		3069	Redevance mission 2 - Redevance affermage			5 400 000,00				5 400 000,00								
				75	757		3070	Redevance mission 4 - Redevance affermage			1 000 000,00				1 000 000,00								
				75	757		7192	Redevance affermage batiment data center			75 500,00				75 500,00								
								Interessement variable datacenter			-				-								
		Chapitre 77 - Produits excéptionnels																					
		00044	Frais généraux	77	773		5163	Mandats annulés sur exercices antérieurs															
		Chapitre 78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions																					
		00044	Frais généraux	78	7815		4139	Reprises provisions CET			5 000,00					5 000,00							
Total Mouvements réels - Fonctionnement										1 923 510,00	12 466 542,88		-	-	1 923 510,00	12 466 542,88							

Mouvements d'ordre									Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025
P014	Aménagement numérique	00051	Dotations aux amortissements	042	777		6174	Reprise Subv Investissement		5 250 300,00					
				042	6811		4146	Dotations aux amortissements	5 714 200,00				5 714 200,00		
				042	6866		7203	Dotations aux dépréciations des éléments financiers	1 300 000,00				1 300 000,00		
				042	675		7199	Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés							
P016	RIP 1G	00055	Amort / Dépréciation RIP 1G	042	777		6180	Reprise Subv Investissement		1 292 800,00				1 292 800,00	
				042	6866		6177	Dotations aux dépréciations des éléments financiers	1 667 800,00					1 667 800,00	
			Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement												
				023	023		3073	Virement à la section d'investissement	8 404 132,88					8 404 132,88	
Total Mouvements d'ordre - Fonctionnement									17 086 132,88	6 543 100,00		-	-	17 086 132,88	6 543 100,00
Total Section de fonctionnement									19 009 642,88	19 009 642,88		-	-	19 009 642,88	19 009 642,88

INVESTISSEMENT

Mouvements réels									Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025
P016	RIP 1G	00048	Dette HD	16	1641		3075	Remboursement emprunt	340 000,00					340 000,00	
P014	Aménagement numérique	00049	Dette THD	16	1641		8216	Remboursement emprunt LT	650 000,00					650 000,00	
				16	1641		5151	Remboursement Prêt relais					-		
				16	166		7211	Rbmt Prêt relais par refinancement de dette					-		
				16	1641		3076	Dette					-		
				16	166		7210	Dette					-		
		00045	Opération de bilan	001	001		1051	Résultat d'investissement (Recette)						-	
				001	001		4140	Solde d'exécution d'investissement reporté (Dépense)	6 234 851,43					6 234 851,43	
				001	1068		4142	Excédents de fonctionnements capitalisés		6 234 851,43					6 234 851,43
P014	Aménagement numérique	00044	Frais généraux	27	275		4141	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00					1 000,00	
		00037	Investissement courant	21	2183		4123	Matériel de bureau et informatique	30 000,00					30 000,00	
				21	2184		4124	Mobilier	50 000,00					50 000,00	
P014	Aménagement numérique	00043	Extension vers les entreprises	27	2764		4145	Extension vers les entreprises						-	
		00037	Investissement courant	020	020		35	Dépenses imprévues	160 650,88			- 5 000,00		155 650,88	
P014	Aménagement numérique	00038	Participation FTTH	13	1315		25	Participation Communauté de Communes							
				13	1311		27	Participation FSN marché de travaux							
				13	1312		28	Participation Région déploiement sous maîtrise ouvrage SN						-	
				13	13188		1053	Participation FEDER						-	
		00053	Participation FTTH DSP	13	1311		6166	Participation FSN Mission 3		651 000,00				651 000,00	
				13	1312		5164	Participation Région Mission 3		684 800,00				684 800,00	
				13	1312		5165	Participation Région RAD		115 200,00				115 200,00	
P014	Aménagement numérique	00047	DSP	20	2031		2064	AMO DSP	60 000,00					60 000,00	
				20	2033		4144	Frais d'insertion	5 000,00					5 000,00	
				20	2051		8219	IRU	1 100 000,00					1 100 000,00	
				21	2125		5167	Mise en valeur des espaces vert (plantation, Elagage, etc)						-	
				23	2315		2065	Raccordement sites isolés	2 800 000,00			1 800 000,00		4 600 000,00	
				27	2764		5149	Subvention construction tête de réseau DATACENTER	111 000,00					111 000,00	
				27	2764		8220	Subvention "avenant activation" TC	100 000,00	-				100 000,00	
				27	2764		6187	Subvention "avenant IOT"	807 382,00					807 382,00	
				27	2764		6188	Subvention "avenant IOT" au titre du renforcement	1 000 000,00					1 000 000,00	
P014	Aménagement numérique	00058	RFF	23	2315		9230	Projet RFF	3 000 000,00				3 000 000,00		
P014	Aménagement numérique	00059	PCRS	20	2088		9231	PCRS	1 800 000,00		- 1 000,00	- 1 799 000,00		-	
				20	2033		9233	PCRS - Frais d'insertion			1 000,00			1 000,00	
P014	Aménagement numérique	00057	Points Hauts	21	2111		8217	Terrain pylones						-	
				21	2158		8224	Transfert Pylones						-	
				21	2115		9235	Achat de terrain Pylônes				4 000,00			4 000,00
									18 249 884,31	7 706 851,43		-	-	18 249 884,31	7 706 851,43

Mouvements d'ordre									Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes				
Code Programme	Nom Programme	Code Opération	Nom opération	Chapitre	Nature	Fonction	Numéro ligne	Intitulé ligne	BP 2025	BP 2025		DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025				
P014	Aménagement numérique	00051	Ecritures d'amortissement / DEPRECIATION	041	2031		5153	Frais études											
				041	2033		5162	Frais insertion	-										
				041	2315		5154	Installations, matériel et outillage techniques		-									
				040	2153		7200	Installations à caractère spécifique	-										
				040	28033		5160	Amortissement frais d'insertion	-	100,00						100,00			
				040	28031		5161	Amortissement frais d'études		10 000,00						10 000,00			
				040	2805		4147	Amortissement IRU		15 000,00						15 000,00			
				040	28131		7201	Amortissement bâtiment - DATA CENTER		25 400,00						25 400,00			
				040	28153		4148	Amortissement Indemnité SARTEL		458 700,00						458 700,00			
				040	28153		7202	Amortissement Installations à caractère spécifique		5 150 000,00						5 150 000,00			
				040	29764		7204	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé		1 300 000,00						1 300 000,00			
				040	28184		4149	Amortissement mobilier		3 000,00						3 000,00			
				040	28183		6176	Amort Matériel de bureau et informatique		3 000,00						3 000,00			
				040	28158		8222	Amortissement autres (pylones)		49 000,00						49 000,00			
				040	13911		7205	Reprise subv. Etat et Ets nationaux		1 510 000,00						1 510 000,00			
				040	13912		7206	Reprise Subv Région		1 220 000,00						1 220 000,00			
				040	13913		6175	Reprise Subv Département		963 000,00						963 000,00			
				040	13915		7207	Reprise Subv Comcom		1 275 000,00						1 275 000,00			
				040	139188		7208	Reprise subv FEDER		282 200,00						282 200,00			
				040	139188		7209	Reprise subv autres		100,00						100,00			
				P014	FTTH	00055	Amort / Dépréciation RIP 1 G	040	13912		6181	Reprise Subv RIP 1G - Région	185 500,00	-				185 500,00	
								040	13913		6182	Reprise Subv RIP 1G - Dept	606 900,00	-				606 900,00	
								040	13915		6183	Reprise Subv RIP 1G - LMM	146 800,00	-				146 800,00	
								040	13917		6184	Reprise Subv RIP 1G - Fonds	353 600,00	-				353 600,00	
040	29763		6178					Créances sur des collectivités publiques	-	1 656 200,00					1 656 200,00				
040	29764		6179					Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	-	11 600,00					11 600,00				
Chapitre 021 - Virement à la section d'exploitation																			
			021	021		3074	Virement de la section de fonctionnement		8 404 132,88					8 404 132,88					
Total Mouvements d'ordre - Investissement									6 543 100,00	17 086 132,88		-	-	6 543 100,00	17 086 132,88				
Total Budget - Investissement									24 792 984,31	24 792 984,31				24 792 984,31	24 792 984,31				

TOTAL BUDGET

	Dépenses	Recettes	VC	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	BP 2025	BP 2025		DM2025	DM2025	BP + DM 2025	BP + DM 2025
Mouvements réels - Fonctionnment et Investissement	20 173 394,31	20 173 394,31		-	-	20 173 394,31	20 173 394,31
Mouvements d'ordre - Fonctionnement et Investissement	23 629 232,88	23 629 232,88		-	-	23 629 232,88	23 629 232,88
Total Budget - Fonctionnement et Investissement	43 802 627,19	43 802 627,19		-	-	43 802 627,19	43 802 627,19

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation

  
Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

### DÉLIBÉRATION N° 6

## Placement compte à terme

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIER (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1618-1 et L.1618-2,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu le rapport de son Président,

Considérant la nécessité de gérer efficacement les fonds disponibles de Sarthe Numérique,

Considérant que Sarthe Numérique dispose de fonds liés à l'emploi différé des emprunts souscrits pouvant être placés sur un compte à terme rémunéré,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE le Président à ouvrir un compte à terme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026,

AUTORISE le Président à souscrire ce compte à terme ouvert auprès du Trésor Public, avec le capital garanti, les intérêts fixés à la souscription au taux nominal consenti aux collectivités locales,

PRECISE que les fonds proviennent de l'emploi différé des emprunts souscrits en 2023 et 2024,

DECIDE que le compte à terme sera ouvert sur une durée de placement de douze mois,

DECIDE que la souscription se fera pour un montant global de 6 M€,

VALIDE les modalités de fonctionnement et de gestion du compte à terme, conformément à l'instruction n° 04-004-K1 du 12 janvier 2004.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation



Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

DÉLIBÉRATION N° 7

# Autorisations budgétaires pour l'exercice 2026 Budget Principal

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIÉ (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAY (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : En exercice : 51 - Présents : 16 - Pouvoirs : 8 - Votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : 24 pour, 0 contre, 0 abstention.

Le Comité syndical,

Vu le règlement budgétaire et financier de Sarthe Numérique,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Président du Syndicat mixte Sarthe Numérique sur le budget principal, et ce, jusqu'à l'adoption du budget 2026 :

- A mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année 2025,

- A mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget,

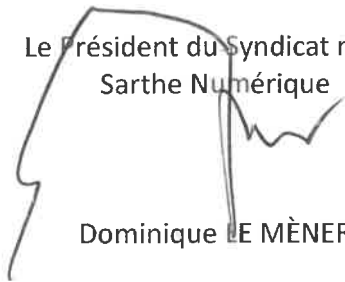
- A engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors autorisation de programme) dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2025, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, répartis ainsi :

Chapitre 23 – Immobilisations en cours : **49 750 €**.

- A engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme, dans la limite du tiers, par chapitre, des autorisations de programme en cours ou votés au budget 2025 par le Comité syndical, répartis ainsi :

Chapitre 23 – Immobilisations en cours : **371 030 €**.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation



Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

DÉLIBÉRATION N° 8

# Autorisations budgétaires pour l'exercice 2026 Budget Annexe

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

**Présents :** Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

**Absents-excuses :** M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIER (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

**Procurations :** M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu le règlement budgétaire et financier de Sarthe Numérique,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Président du Syndicat mixte « Sarthe Numérique » sur le budget annexe de Sarthe Numérique, et ce jusqu'à l'adoption du budget 2026 :

– A mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses de la section d'exploitation dans la limite de celles inscrites au budget de l'année 2025,

– A mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget,

– A engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors autorisation de programme) dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2025, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

– A engager, liquider et mandater les dépenses à caractère pluriannuel comprises dans une Autorisation de Programme, dans la limite du tiers, par chapitre, des autorisations de programme en cours ou votées au budget 2025 par le Comité syndical, répartis ainsi :

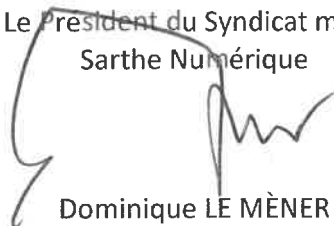
Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : **1 393 000 €**

Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : **17 839 €**

Chapitre 23 – Immobilisations en cours : **1 945 849 €**

Chapitre 27 – Autres immobilisations financières : **854 611 €**

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation

  
Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

### DÉLIBÉRATION N° 9

## Communication du rapport thématique régional de synthèse de la Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire relatif aux réseaux de fibre optique des collectivités locales

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIER (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAÏ (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHER TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Juridictions financières,

Vu le rapport thématique définitif adressé le 15 octobre 2025 par le Président de la Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire,

Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication, de la présentation ainsi que du débat concernant le rapport thématique régional de synthèse relatif aux réseaux de fibre optique des collectivités locales de la Chambre régionale des comptes des Pays de la Loire.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

## COMITÉ SYNDICAL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception en Préfecture le  
et de sa publication ou notification le  
P/le Président du Syndicat Mixte  
Sarthe Numérique,  
et par délégation



Nicolas HECQ



Mercredi 26 novembre 2025

COLLÈGE N° 1 (Article 10.1 des statuts)

DÉLIBÉRATION N° 10

### Manifestation numérique *CONNECT La Sarthe au cœur du numérique* à Mamers, espace Saugonna, le 4 décembre 2025

Président de séance : M. Dominique LE MÈNER.

Présents : Mme Martine CRNKOVIC (Département), M. Joël MÉTENIER (Département), Mme Muriel CABARET (Le Mans Métropole), Mme Patricia CHARTON (Le Mans Métropole), M. David CHOLLET (Maine Cœur de Sarthe), M. Jean-Louis CLÉMENT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), Mme Galiène COHU (Loir-Lucé-Bercé), M. Michel COUDER (Maine Saosnois), Mme Catherine DONNÉ (Sud Sarthe), M. Patrick JAUNAY (Pays Fléchois), Mme Françoise LELONG (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Francis LOISON (Villeneuve-en-Perseigne), M. Michel MÉNAGER (Le Gesnois bilurien), M. Michel MUSSET (Maine Cœur de Sarthe), M. Willy PAUVERT (Perche Émeraude).

Absents-excuses : M. Daniel BERTHELOT (Loir-Lucé-Bercé), M. Sylvain BIDIER (Loir-Lucé-Bercé), M. BOUSSARD François (Sud Sarthe), M. BRU Stéphane (LBN Communauté), M. Michel CHARMETON (LBN Communauté), Mme Mélanie COSNIER (Pays Sabolien), M. Jean-Marc COYEAUD (Val de Sarthe), M. Louis-Jean de NICOLAY (Sud Sarthe), M. Jérôme DELLIÈRE (Maine Cœur de Sarthe), Mme Nathalie LEROY DUPREY (Orée de Bercé-Belinois), M. Dominique EDON (Perche Émeraude), M. Jean-Pierre FRIMONT (Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Michel GENDRY (Pays Sabolien), M. Sébastien GOUHIER (Orée de Bercé-Belinois), M. Jean-Pierre GUICHON (Pays Fléchois), M. Alain HORPIN (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HULOT (Champagne Conlinoise et Pays de Sillé), M. Vincent HUYNEN (Val de Sarthe), M. Benjamin LABURTHE TOLRA (Vallées de la Braye et de l'Anille), M. Joseph LAMBERT (Chenay), M. Yannick LIVET (Sud-Est Manceau), M. Xavier MAZERAT (Val de Sarthe), M. Claude MORIN (Maine Saosnois), M. Nicolas RENOU (Pays Sabolien), M. Thierry RENVOIZÉ (Perche Émeraude), M. Bruno RICHET (Orée de Bercé-Belinois), M. Nicolas ROUANET (Sud-Est Manceau).

Secrétaire de séance : M. David CHOLLET.

Procurations : M. Frédéric BEAUCHEF (Département, à Mme CRNKOVIC, Département), Mme Michèle JUGUIN-LALOYER (Département, à M. JAUNAY, Pays Fléchois), M. Yvan GOULETTE (Le Mans Métropole, à Mme CABARET, Le Mans Métropole), M. Stéphane LEDRU (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), Mme Christelle LEVASSEUR (Le Gesnois Bilurien, à M. Michel MÉNAGER, Le Gesnois bilurien), M. Olivier MAURASIN (Maine Saosnois, à M. COUDER, Maine Saosnois), Mme Claudine MENON (Haute Sarthe Alpes Mancelles, à M. CLÉMENT, Haute Sarthe Alpes Mancelles), M. Jérôme PRÉMARTIN (Pays Fléchois, à M. JAUNAY, Pays Fléchois).

Nombre de membres : en exercice : 51 - présents : 16 - pouvoirs : 8 - votants : 24.

Le quorum est atteint (Art. 10.1 des statuts).

Résultat du vote : pour : 24 – contre : 0 – abstention : 0.

Le Comité syndical,

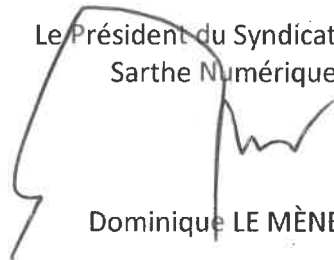
Vu le rapport de son Président,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention de partenariat entre Sarthe Numérique et la CCI pour l'organisation de la manifestation numérique *CONNECT, la Sarthe au cœur du numérique* à Mamers, à l'Espace Saugonna le 4 décembre 2025,

HABILITE le Président à signer la convention de partenariat entre Sarthe Numérique et la CCI pour l'organisation de la manifestation numérique *CONNECT, la Sarthe au cœur du numérique* à Mamers, à l'Espace Saugonna le 4 décembre 2025.

Le Président du Syndicat mixte  
Sarthe Numérique



Dominique LE MÈNER

## CONVENTION DE PARTENARIAT

**entre Sarthe Numérique et la Chambre de Commerce et d'Industrie Le Mans-Sarthe  
pour l'organisation de la manifestation numérique CONNECT, la Sarthe au cœur du  
numérique à Mamers, Espace Saugonna, le 4 décembre 2025**

Entre :

**Le Syndicat mixte Sarthe Numérique**, représenté par son Président, Monsieur Dominique LE MÈNER, agissant ès qualités et pour Sarthe Numérique en vertu d'une délibération du Comité syndical en date du 26 novembre 2025, ci-après « Sarthe Numérique » ;

Et :

**La Chambre de Commerce et d'Industrie du Mans et de la Sarthe**, représentée par son Président, Monsieur Hervé TREMBLAYE, ci-après « La CCI »

Vu la convention-cadre 2023-2025 Département de la Sarthe/Chambre de Commerce et d'Industrie du Mans et de la Sarthe pour le développement numérique en Sarthe ;

Vu la délibération n°10 du Comité syndical du 26 novembre 2025 ;

Vu la décision du bureau de la CCI ;

### **Préambule :**

Dans le cadre des manifestations CONNECT, Sarthe Numérique a proposé, avec ses partenaires, la CCI et Sarthe Numérique, l'organisation en 2024 (puis en 2025 et 2026) de manifestations numériques dans les territoires à partir de thématiques concrètes à destination des acteurs économiques et territoriaux, en prélude à une manifestation de plus grande envergure en 2027.

Ces manifestations constituent des outils au service de l'animation numérique du territoire au milieu d'autres animations (actions dans les tiers-lieux, liens aux clubs d'entreprises, etc.) qui permettent de montrer l'ensemble des potentialités du numérique à disposition des acteurs économiques et territoriaux.

Pour 2025, il a été validé, conjointement avec la communauté de communes Maine Saosnois, l'organisation d'une manifestation CONNECT, la Sarthe au cœur du numérique le jeudi 4 décembre 2025 à Mamers sur le thème de l'Intelligence Artificielle (IA).

**Dans ce cadre, Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de Sarthe Numérique et de la CCI pour l'organisation de la manifestation : CONNECT, la Sarthe au cœur du numérique (ci-dessous la « la manifestation »), le jeudi 4 décembre 2025 à Mamers sur les outils et services numériques pour le développement des entreprises et des territoires avec comme thématique l'IA.

Pour cette manifestation, Le Département, la CCI, Sarthe Numérique et Maine-Saosnois sont respectivement co-maîtres d'ouvrage. La CCI assure également une partie de la maîtrise d'œuvre.

### **Article 1.1 : Impacts recherchés pour cette manifestation**

Sarthe Numérique et la CCI visent comme impacts à :

- ⇒ Incarner et rendre concret les potentialités d'usages du numérique auprès des acteurs en présentant des services numériques à partir de thématiques d'enjeu, d'actualité et d'avenir
- ⇒ Accroître l'impact des actions portées par les partenaires de la Sarthe au cœur du numérique et plus largement de l'ensemble des actions numériques réalisées sur l'ensemble du territoire sarthois
- ⇒ Générer, à horizon différé, des projets et des affaires au niveau des entreprises et des collectivités au profit des acteurs sarthois

### **Article 1.2 : Résultats à atteindre pour cette manifestation**

Sarthe Numérique et la CCI visent comme résultats à :

- ⇒ promouvoir les usages numériques auprès des acteurs économiques et territoriaux à partir de thématiques concrètes (« IA » pour cette manifestation)
- ⇒ apporter des solutions numériques concrètes aux besoins, au plus près des territoires
- ⇒ créer du réseau entre acteurs et construire un environnement favorable à la création de projets et d'affaires en :
  - inscrivant ce temps de manifestation en lien avec les différentes animations réalisées tout au long de l'année dans les territoires par les partenaires,
  - en mobilisant et suscitant des acteurs partenaires dans les secteurs d'activité concernés (IA)
  - en mobilisant les acteurs dans les territoires en lien avec leurs besoins et leurs actions et projets existants (clubs d'entreprises, animation dans les tiers-lieux, etc.)

### **Article 1.3 : Réalisations pour l'organisation de la manifestation**

Pour l'organisation de la manifestation, au titre de sa maîtrise d'œuvre, la CCI s'engage à réaliser les tâches suivantes :

- Participer aux échanges et à l'organisation globale de l'évènement avec l'équipe projet (réunion de travail, visite des lieux...)
- Envoyer des invitations aux publics cibles (entreprises) et organiser l'inscription des participants (via eventclik)
- Être l'interlocuteur et contractualiser avec les partenaires, les prestataires et les intervenants
- Accueillir les participants et participer à l'organisation de la manifestation du 4 décembre 2025
- Assurer le suivi financier des dépenses liées à la manifestation

## **Article 2 : Ressources à mobiliser pour l'organisation de la manifestation**

### **Article 2.1 : Moyens humains**

La CCI s'engage à mobiliser 3 jours hommes ETP pour la réalisation de la manifestation dans le cadre de la présente convention au titre de sa maîtrise d'œuvre. Au titre de la co-maîtrise d'ouvrage de la manifestation la CCI mobilise également 3 jours hommes ETP.

Sarthe Numérique s'engage à mobiliser 6 jours hommes ETP au titre de sa co-maîtrise d'ouvrage.

### **Article 2.2 : Moyens financiers**

CHARGES	Montants TTC en €	PRODUITS	Montants TTC en €
Fournitures diverses (pour accueil des participants)	150	Subvention Département	2 500
Pot en fin de manifestation	1 120	Subvention Sarthe Numérique	2 500
Communication	1 000		
Technicien pour salle	210		
Ingénierie organisation CCI (3 jours hommes ETP)	2520		
TOTAL	5 000	TOTAL	5 000

Les modalités de la contribution de Sarthe Numérique sont définies dans l'article 5 de la présente convention.

A ce budget, s'ajoutent un certain nombre de charges (mise à disposition de la salle par la communauté de communes du Maine-Saosnois par exemple), participation à la maîtrise d'ouvrage par la CCI ne faisant pas l'objet de contreparties financières. Elles ne sont donc pas inscrites dans le tableau ci-dessus.

### **Article 3.3 : Moyens techniques**

La CCI s'engage à mobiliser les moyens nécessaires à la réalisation des tâches inscrites à sa participation en tant que co-maître d'ouvrage et maître d'œuvre de certaines tâches.

## **Article 4 : Obligation des parties**

### **Article 4.1 : Obligation de Sarthe Numérique**

Afin de soutenir l'ensemble des actions du bénéficiaire mentionnées à l'article 1, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, Sarthe Numérique s'engage à verser au bénéficiaire une subvention selon les modalités définies à l'article 5.

### **Article 4.2 : Obligations de la CCI**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser la subvention conformément à son objet, défini à l'article 1.

Le bénéficiaire est tenu de fournir à Sarthe Numérique le compte-rendu d'exécution (fichier annexé) accompagné du bilan financier des actions subventionnées dans les six mois qui suivent la fin de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs et à l'exécution de la présente convention.

Il est tenu de présenter, en cas de contrôle de Sarthe Numérique ou d'intervenants extérieurs mandatés par ce dernier, les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production est jugée utile au contrôle de l'utilisation de la subvention conformément à son objet.

Le bénéficiaire devra fournir à Sarthe Numérique les documents suivants au titre de l'année subventionnée dès lors qu'elle est tenue de les établir : comptes annuels approuvés et rapport du commissaire aux comptes.

Le bénéficiaire s'interdit de reverser tout ou partie de la subvention qui lui est attribuée à une autre association, société, organisme privé, œuvre, en application de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les sommes non employées ou employées non conformément à l'objet pour lequel elles ont été versées, seront reversées à Sarthe Numérique (Décret du 30 juin 1934)

#### **Article 4.3 : Obligations spécifiques en matière de communication**

La CCI est tenue de communiquer sur le partenariat avec Sarthe Numérique, notamment par :

- L'apposition du logotype « Sarthe Numérique » sur l'ensemble de ses supports de communication : Publi-information, programmes, affiches, prospectus, site WEB
- La mention du partenariat engagé avec Sarthe Numérique dans tout reportage media (article de presse, interview radio, reportage TV, ...)
- La présence visuelle et sonore du soutien de Sarthe Numérique sur le lieu de la manifestation : banderoles, drapeaux, kakémonos, messages, etc.

La CCI s'engage à tenir informé Sarthe Numérique, avant qu'elles n'aient lieu, de toutes opérations médiatiques liées à la (les) manifestation(s).

La CCI s'engage à associer Sarthe Numérique, notamment en invitant le Président de Sarthe Numérique, ou son représentant, aux différentes opérations de relations publiques qui pourront avoir lieu à l'occasion de la (les) manifestation(s) (conférence de presse, inauguration, ...).

Sarthe Numérique s'engage :

- fournir à la CCI les objets de communication suivants : logotype, banderoles, drapeaux, kakémonos, messages lus, ...
- communiquer via ses différents médias sur la manifestation.

#### **Article 5 : Montant et modalités de versement de la subvention**

La présente convention donnera lieu au versement d'un montant de 2 500 € TTC à la CCI.

La subvention sera versée en une fois à la signature de la convention.

Cette somme pourra être révisée en fonction du niveau de réalisation du programme d'actions mentionné dans l'article 1.3 de la présente convention.

Tous les frais engagés par Sarthe Numérique pour recouvrer les sommes dues par le cocontractant seront à la charge de celui-ci.

#### **Article 6 : Lutte contre la corruption**

La CCI attache une importance particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et entend que toute personne, physique ou morale, en relation avec toutes les entités de la CCI, adhère aux mêmes principes et respecte la législation et réglementation en vigueur, notamment la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016

relative à la “transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique” (la loi SAPIN II).

En conséquence, chaque partie s’engage, tout au long de l’exécution de la présente convention à respecter et faire respecter, par ses dirigeants et collaborateurs, les lois et/ou réglementations nationales et/ou européennes relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d’influence, et à prévenir et faire cesser tout comportement contrevenant aux législations/règlementations en vigueur.

### **Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et prendra fin le 31 décembre 2025.

### **Article 8 : Modification**

Toute modification des conditions ou modalités d’exécution de la présente convention devra être définie d’un commun accord entre les parties et faire l’objet d’un avenant. Les éléments modificatifs par voie d’avenant ne devront pas remettre en cause les objectifs généraux des projets ou actions inscrits à la présente convention.

### **Article 9 : Clauses résolutoires**

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours. La présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu’il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Sarthe Numérique se réserve le droit de résilier unilatéralement la convention en l’absence de toute faute du cocontractant, pour motif d’intérêt général, ce qui ouvrira droit à indemnisation ou à substitution d’une nouvelle convention

### **Article 10 : Règlement des litiges**

En cas de litige pour l’application de la présente convention, les signataires décident de s’en remettre à la compétence du Tribunal Administratif de Nantes, après épuisement des voies amiables.

Cette convention qui ne donne pas lieu à des frais d’enregistrement a été établie en 2 exemplaires.

Fait au Mans, le

Pour Sarthe Numérique,  
Le Président,

Pour la CCI,  
Le Président,

Dominique LE MÈNER

Hervé TREMBLAYE